Rapport d’orientation budgétaire 2024

Ville Active & Sportive

20 TERRE DE JEUX 24

Données économiques globales

Principales données financières 2024

Contexte macro-économique	Croissance France 1,4 %	Croissance Zone € 1,3 %	Inflation **2,6 %**
Administrations publiques	Croissance en volume de la dépense publique 0,5%	Déficit public (% du PIB) 4,4 %	Dette publique (% du PIB) 109,7 %
Collectivités locales	Transferts financiers de l'État 105 100 M €	Dont concours de l'État 54 790 M €	Dont DGF 27 150 M €

- Depuis le 1er juillet 2023, le point d'indice de la fonction publique est passé à 4,92 €, soit **59,0734 €** (au lieu de 56,2323 € depuis le 1er février 2017) – montant annuel (+ 1,44 %).

Principales données économiques 2024

Monde : Au niveau mondial, l'année 2023 a été marquée par des niveaux d'inflation encore élevés, conduisant la plupart des banques centrales à poursuivre leur resserrement monétaire pour contenir l'inflation. Les taux terminaux semblent toutefois avoir été atteints. L'impact des cycles de resserrement monétaire a continué de peser sur les indicateurs économiques, confirmant le ralentissement de la croissance au niveau mondial.

Aux Etats-Unis, où la FED n'a plus augmenté le taux des fonds fédéraux depuis juillet 2023, l'inflation a continué de reculer, atteignant 3,7% en septembre, contre 6,3% en janvier. Le PIB américain est évalué à +4,9% au T3, en grande partie tiré par la consommation des ménages. En Chine, suite à la sortie de la stratégie stricte du « zéro covid » fin 2022, l'amplitude du rebond a déçu lors du premier semestre 2023. Toutefois, l'activité a surpris à la hausse au T3 à +4,9%. Deux facteurs d'inquiétude subsistent : une situation du marché immobilier préoccupante et une inflation qui oscille autour de 0%, indiquant une demande stagnante.

Zone Euro : La BCE a marqué une pause dans son cycle de resserrement monétaire le 26 octobre 2023. L'inflation en zone Euro poursuit sa baisse à 4,3% en septembre (contre 10,6% en octobre 2022). La croissance en zone Euro est restée faible toute l'année 2023 sur fond d'inflation persistante, d'un climat des affaires refroidi, et d'un moral des consommateurs dégradé.

La croissance devrait ainsi s'établir à +0,5% sur l'ensemble de 2023 avant d'accélérer à +1,3 % en 2024. Le cycle de désinflation amorcé depuis le début de l'année 2023 se poursuivra en 2024. Cette évolution confirme les perspectives d'une fin de cycle de resserrement monétaire. Une première coupe des taux directeurs de la BCE est à prévoir après l'été prochain, ce qui devrait libérer les investissements, le tout couplé à un regain de dynamisme de la consommation des ménages grâce au ralentissement de l'inflation.

France : La croissance économique s'est montrée plus forte qu'attendu au premier semestre de 2023, sur fonds de dynamisme du commerce extérieur. L'autre bonne nouvelle concerne l'accélération des dépenses d'investissement des entreprises, en hausse de 1,5% au T3, après + 0,9% au T2.

L'investissement des ménages a quant à lui stoppé son repli (+0,1%) après 4 trimestres consécutifs de baisse. Ainsi, la demande intérieure finale accélère et contribue positivement à la croissance du PIB. A l'inverse, le commerce extérieur contribue négativement à la croissance au T4 du fait du repli des exportations (-1,4% après +2,4% en 2023) et d'une moindre baisse des importations.

Ces résultats confortent le scénario d'une croissance proche de 1,4 % pour 2024.

Principales dispositions de la LFI 2024 relatives aux communes

La Loi de Finances Initiale (LFI) 2024 est marquée par la lutte contre l'inflation et la baisse du déficit public dans un contexte d'incertitudes au niveau international et de remontée des taux d'intérêt. Autre mesure, le« **Fonds vert** » créé en 2023 est conforté et augmenté à 2,5 milliards €.

Transferts financiers de l'Etat **en hausse** pour 2024 : Ils atteignent 105,2 milliards € dans la LFI 2024 à périmètre courant, en hausse de 1,3 % (+ 1,4 Mds €) par rapport à la LFI 2023.. Cette augmentation est principalement liée au fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires.

Dotations diverses en **stabilisation** pour 2023 : Les dotations d'investissement allouées aux communes et EPCI s'élèvent à 1,8 milliard € dans la LFI :

- dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) : 1 046 millions € ;
- dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) : 570 millions € ;
- dotation politique de la ville (DPV) : 150 millions €.

Engagé lors de la LFI 2023, l'objectif de financement de projets concourant à la transition écologique est accru à 30 % pour la DSIL (contre 25 % auparavant) et introduit à hauteur de 20 % pour la DETR.

Planification écologique : Une enveloppe supplémentaire de 7 milliards € en crédits de paiement est proposée dans la LFI 2024. Elle couvre tous les secteurs d'activité et acteurs afin de soutenir les principaux leviers de planification écologique et notamment :

- la rénovation des bâtiments et logements : + 0,8 milliard €
- la préservation des ressources : + 1,2 milliard €
- la transition énergétique : + 1,1 milliard €
- le **Fonds vert**, avec le verdissement de la DSIL pour inciter à orienter les investissements en faveur de la planification écologique : + 0,8 milliard €

Dotation de solidarité urbaine (DSU) et dotation de solidarité rurale (DSR) en hausse pour 2024 : + 190 millions €, dont + 90 millions € pour la DSU.

DGF en **légère hausse** en 2024 : fixée à 27,1 Mds € (augmentation de + 220 millions €, soit +0,5%).

Etalement de la suppression CVAE : La LFI 2024 revient sur la suppression de la CVAE prévue dans la LFI 2023, en l'étalant jusqu'en 2027. Pour rappel, la CVAE était perçue intégralement par les collectivités. Il est prévu d'échelonner sur quatre années la suppression de la CVAE restante. Dans le détail, le taux d'imposition maximal à la CVAE est ainsi abaissé à 0,28 % en 2024, 0,19 % en 2025, 0,09 % en 2026, et la CVAE sera totalement supprimée en 2027.

Cette mesure ambitionne de soutenir la compétitivité des entreprises françaises en poursuivant l'allégement de leur imposition. La loi de finances pour 2021 avait initié ce mouvement en divisant par deux le taux de CVAE (passant de 1,5 % à 0,75 %), ce qui correspond à la suppression de la part de CVAE perçue par les régions. Ces dernières sont alors compensées par l'attribution d'une fraction de TVA.

Augmentation du FCTVA : Le montant du FCTVA atteindra 7,104 Mds € pour 2024, soit une hausse de 6 %. Cette évolution est due à l'augmentation tendancielle du fonds (+ 364 millions €), mais également à l'élargissement de l'assiette (+ 250 millions €). En effet, les dépenses d'aménagement des terrains vont redevenir éligibles au FCTVA (dépenses exclues depuis le 1er janvier 2021). Cette disposition doit permettre des opérations d'aménagement d'espaces verts et naturels.

Abondement de la Dotation aux titres sécurisés (DTS) : L'État abonde la DTS jusqu'à 100 millions € en 2024 afin d'accompagner les communes équipées de stations d'enregistrement. Cette DTS était composée d'une part forfaitaire de 9 000 € par station d'enregistrement et d'une part variable fonction du nombre des demandes enregistrées. A compter du 1er janvier 2024, cette dotation serait répartie en fonction : du nombre de stations d'enregistrement, du nombre de demandes enregistrées au cours de l'année précédente et de l'utilisation d'une plateforme de prise de rendez-vous en ligne.

1 - Section de Fonctionnement

1.1 Données générales - Année 2022

La charge pour un habitant de Tergnier **des dépenses de fonctionnement est de 971 €** *(montant net en tenant compte des atténuations de charges et y compris les opérations d'ordre)* pour une moyenne départementale de **1072 €** et pour une moyenne régionale de **1 165 €.** Concernant les charges de fonctionnement, on peut constater que la différence avec les communes de même strate se situe comme suit :

- **chapitre achats et charges externes**, **231 € par habitant** pour Tergnier à comparer aux **318 €** du niveau régional
- **chapitre charges en personnel 583 € par habitant** *(montant net en tenant compte des atténuations de charges*) pour la ville à comparer aux **680 €** de la moyenne régionale.

Le produit par habitant des **recettes de fonctionnement est de 1 154 €** *(hors les atténuations de charges et y compris les opérations d'ordre)* pour une moyenne départementale de **1 213 €** et régionale de **1 356 €**. Concernant les produits, l'essentiel du différentiel s'explique par **le montant de la fiscalité** (produits des impôts locaux ajoutés à la fiscalité reversée), soit **458 € par habitant** pour notre collectivité à comparer aux **726 €** du niveau régional. **La DGF représente 122 € par habitant** à comparer au niveau régional de **129 €** par habitant.

La **Capacité d'Autofinancement nette** s'élève à **1 683 728 €**. Ce montant positif signifie que l'excédent brut de fonctionnement de notre commune demeure suffisant pour couvrir l'annuité de la dette. En 2022, cette Capacité d'Autofinancement nette représente un montant de **122 € par habitant** à comparer aux **86€** et **112 €** des moyennes départementales et régionales.

1.2. Section de fonctionnement recettes

1.2.1 Evolution de la fiscalité *(Etat 1288 M- préfecture)*

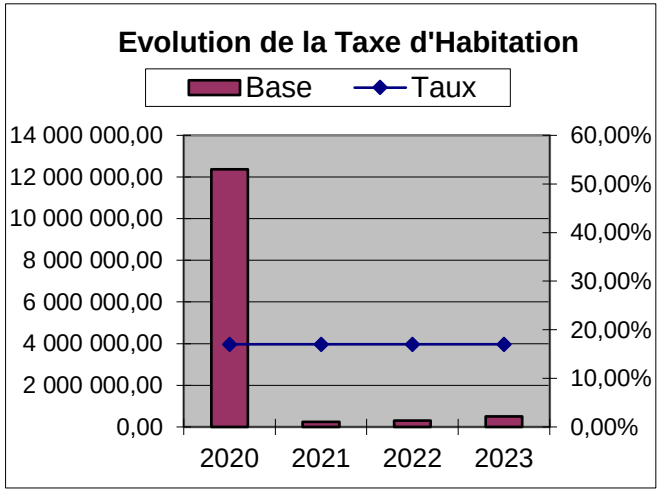
		2020	Ratios	2021	Ratios	2022	Ratios	2023	Variation 2023-2022
Population		13 642		13 748		13 788			
Taxe d'Habitation	Base	12 372 153,00	906,92	246 767,00	17,95	299 782,00	21,48%	504 690,00	68,35%
	Taux	***17,01%***		***17,01%***		***17,01%***		***17,01%***	
	Produit	2 104 575,00	154,27	42 035,00	3,06	51 041,00	21,43%	85 884,00	68,26%
Taxe d'Habitation sur les logements vacants	Base	165 068,00	12,10	209 228,00	15,22	190 973,00	-8,72%	301 950,00	58,11%
	Taux	***17,01%***		***17,01%***		***17,01%***		***17,01%***	
	Produit	28 078,00	2,06	35 590,00	2,59	32 485,00	-8,72%	51 362,00	58,11%
Taxe Foncière Bâti	Base	11 306 706,00	828,82	10 398 878,00	756,39	11 052 297,00	6,28%	11 767 672,00	6,47%
	Taux	***23,16%***		***54,88%***		***54,88%***		***54,88%***	
	Produit	2 619 299,00	192,00	5 705 509,00	415,01	4 936 512,00	-13,48%	5 252 919,00	6,41%
Taxe Foncière Non Bâti	Base	113 452,00	8,32	112 668,00	8,20	112 810,00	0,13%	120 185,00	6,54%
	Taux	***49,98%***		***49,98%***		***49,98%***		***49,98%***	
	Produit	56 703,00	4,16	56 311,00	4,10	56 382,00	0,13%	60 068,00	6,54%
	TOTAL PRODUIT	**4 808 655,00**	**352,49**	**5 839 445,00**	**424,75**	**5 076 420,00**	**-13,07%**	**5 450 233,00**	**7,36%**

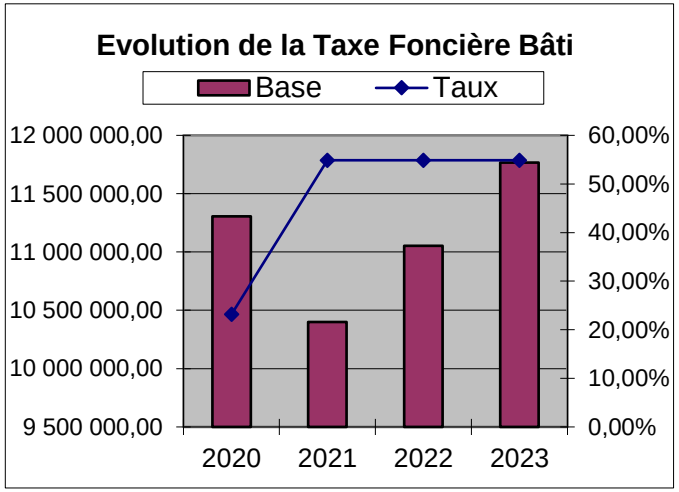
En 2022, le produit des impôts locaux est de **368 € par habitant** pour Tergnier à comparer à la moyenne régionale de **491 €**. Les taux demeurent inchangés depuis plusieurs années, et se situent dans la moyenne des taux pratiqués dans le département. On constate que pour la taxe foncière sur les propriétés bâties, la base par habitant est moindre à Tergnier soit **802 €** contre **1 376 €**, ce qui induit un produit par habitant de **451 €** pour **595 €** au niveau national.

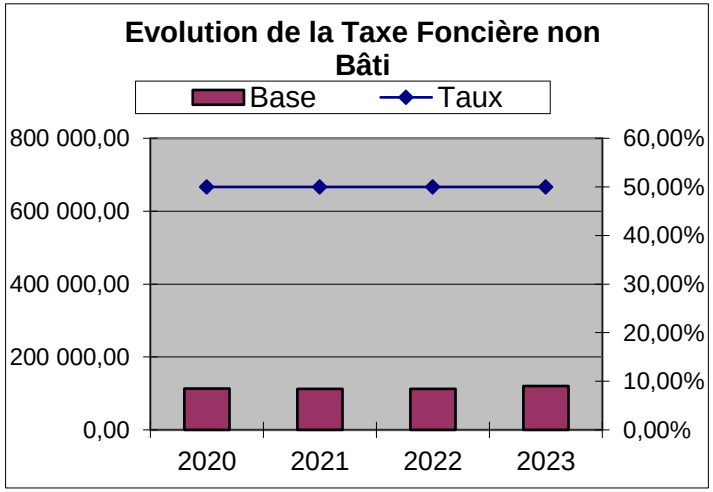
La Taxe d'habitation : A compter de 2023, plus aucun redevable n'est soumis à la taxe d'habitation sur les résidences principales. Désormais, cette taxe recouvre à la fois la taxe d'habitation sur les résidences secondaires, et la taxe d'habitation sur les logements vacants. La collectivité retrouve donc, à partir de 2023, son pouvoir de vote de taux en matière de taxe d'habitation. Le taux de référence 2023 correspond au taux voté en 2019 (figé jusque 2022) soit 17,01%.

La nouvelle règle d'affectation de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) : La part départementale de la taxe foncière sur les propriétés bâties est transférée aux communes. Ce transfert se fait par le biais de la technique dite de « rebasage » des taux. Depuis 2021, pour Tergnier, le taux de taxe foncière sur les propriétés bâties appliqué correspond aux taux votés en 2020 par la ville : 23,16% et par le département : 31,72% soit 54,88 %.

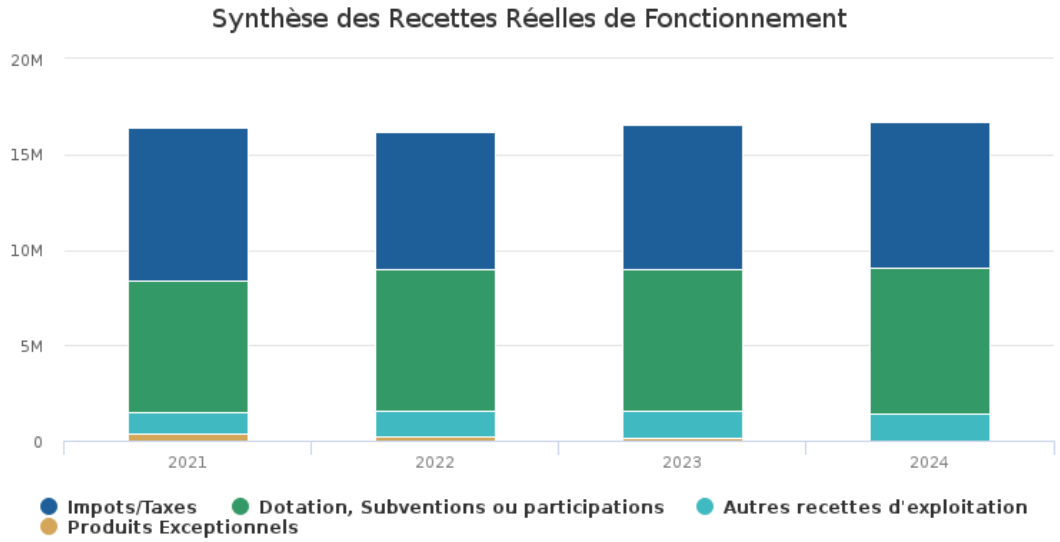
1.2.2 Evolution des taxes

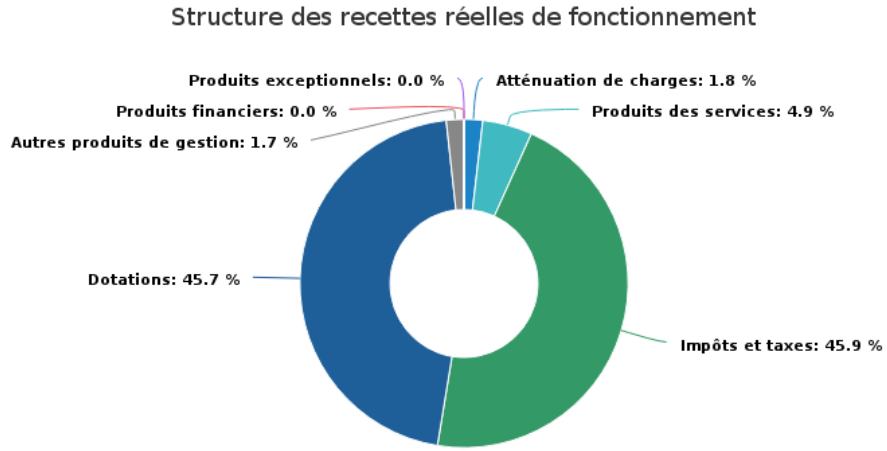






1.2.3 Synthèse et structure des recettes réelles de fonctionnement et projection jusqu'en 2024





En prenant en compte les prévisions budgétaires pour l'exercice 2024, les recettes réelles de fonctionnement s'élèveraient à un montant total de 16 689 997 €, soit 1 219,23 € / hab. Ce ratio est supérieur à celui de 2023 (1 206,17 € / habitants).

Année	2021	2022	2023	2024	2023-2024 %
Impôts / taxes	7 949 861 €	7 136 882 €	7 491 511 €	7 654 113 €	2,17 %
Dotations, Subventions ou	6 936 210 €	7 410 128 €	7 465 286 €	7 623 002 €	2,11 %
Autres Recettes d'exploitation	1 096 114 €	1 382 772 €	1 375 487 €	1 412 880 €	2,72 %
Produits Exceptionnels	385 094 €	212 575 €	184 971 €	0 €	-100 %
Total Recettes de fonctionnement	16 367 280 €	16 142 360 €	16 517 258 €	16 689 997 €	1,05 %
Évolution en %	-3,62 %	-1,37 %	2,32 %	1,05 %	-

1.3. Section de fonctionnement dépenses

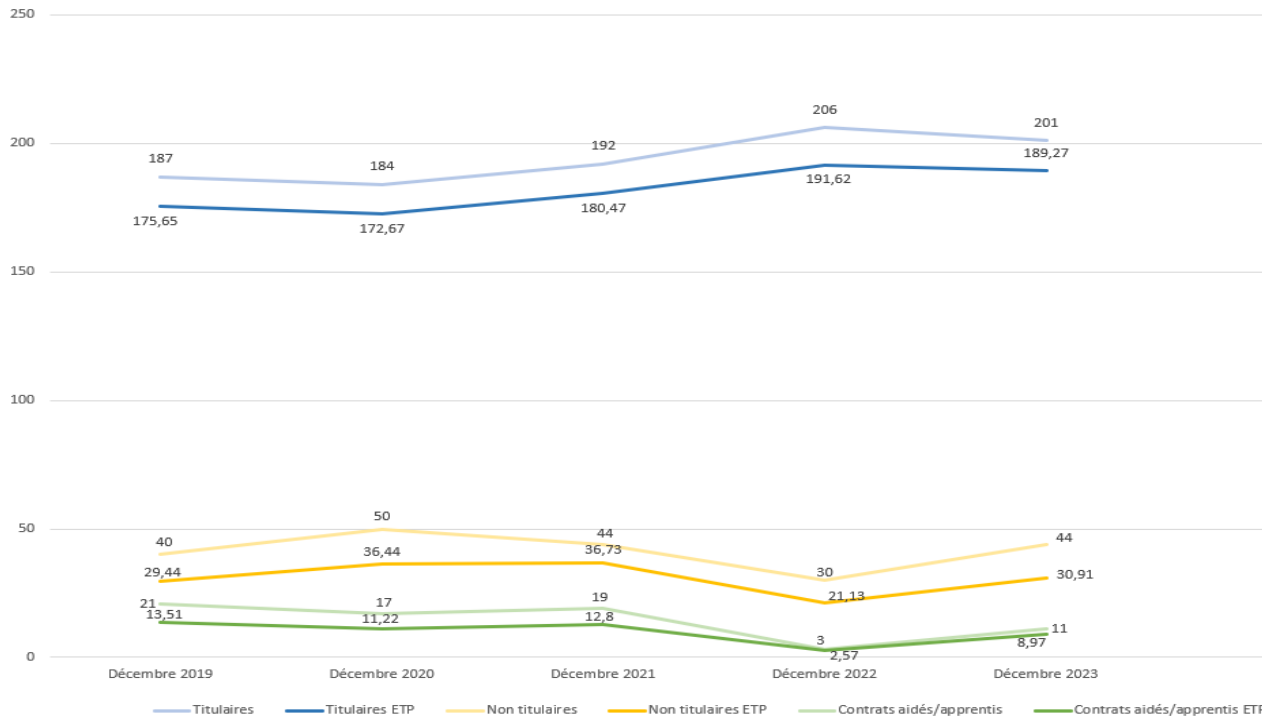
1.3.1 Evolution des charges de personnel

Les charges de personnel constituent une part importante des dépenses de fonctionnement. La maîtrise du budget du personnel est donc un enjeu primordial pour l'équilibre budgétaire de la Collectivité. Les éléments ci-après répondent aux exigences du décret n°2016-841 du 24 juin 2016.

1.3.1.1 Evolution des effectifs et des dépenses de personnel

A- Evolution des effectifs

	2019	2020	2021	2022	2023
TITULAIRES					
Nombre	187	184	192	206	201
ETP	175.65	172.67	180.47	191.62	189.27
NON TITULAIRES					
Nombre	40	50	44	30	44
ETP	29.44	36.44	36.73	21.13	30.91
CAE/PEC/APPRENTI					
Nombre	21	17	19	3	11
ETP	13.51	11.22	12.8	2.57	8.97
TOTAL					
Nombre	248	251	255	239	256
ETP	218.60	220.33	230.00	215.32	229.15

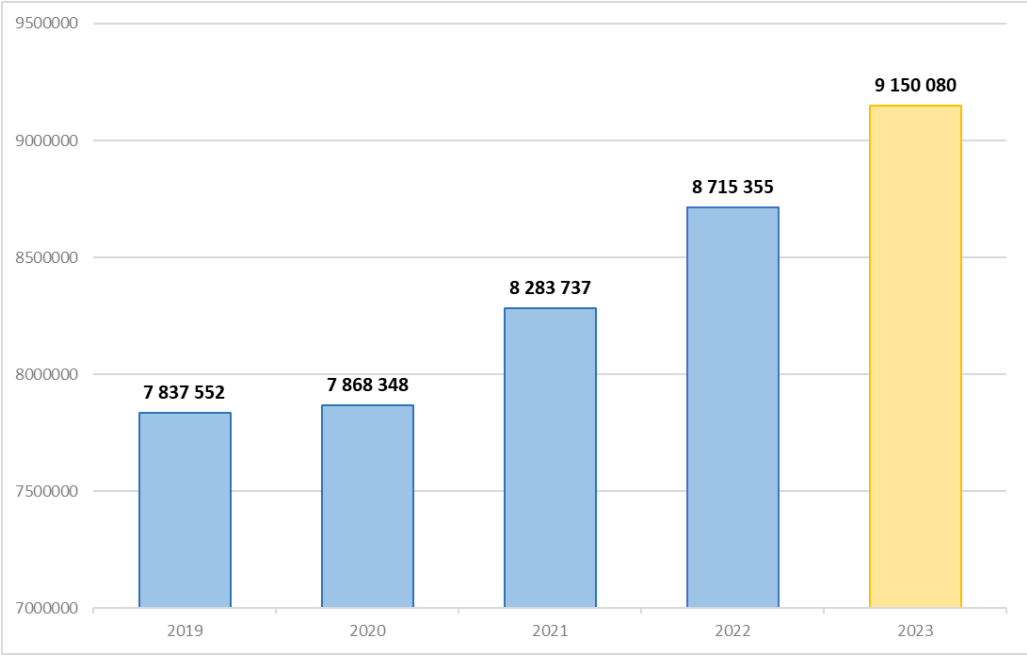


Les effectifs globaux ont augmenté en 2023 avec une évolution de 14 ETP, constitués de 6 apprentis, 5 contrats PEC et de saisonniers essentiels au service espaces verts. En effet, les évolutions réglementaires (0 phyto) nécessitent de recourir à plus de personnel. La tâche fut particulièrement difficile cette année au vu des conditions climatiques. Néanmoins, l'application de la collectivité dans une politique de développement durable nécessite ces moyens humains.

Le nombre croissant d'apprentis montre la volonté de la collectivité de transmettre les savoirs et l'expérience de nos futurs retraités. Les contrats PEC démontrent également une volonté de participer activement à l'insertion professionnelle.

La répartition du personnel par catégorie laisse apparaître un taux d'encadrement de 2,99% (6 agents de catégorie A). En légère augmentation, ce taux reste néanmoins inférieur à la valeur moyenne nationale (13% en 2021). Le taux d'encadrement intermédiaire, quant à lui, continue d'évoluer pour atteindre 12,94% (26 agents en catégorie B), très légèrement supérieur à la moyenne nationale (12% en 2021). Là encore, la politique de promotion des agents est à noter dans cette évolution professionnelle, en particulier des jeunes. A strate égale, le nombre d'ETP pour une commune de 13 700 habitants est de 231,53 ETP.

B- Evolution des dépenses depuis 2019



Charges de personnel consolidées VILLE-RM-RTT-SDE (Avant atténuations de charges)

Différents facteurs expliquent cette évolution de la masse salariale pour l'année 2023 :

Augmentation de la rémunération principale (augmentation du point d'indice au 1er juillet, refonte des grilles indiciaires des catégories B et C au 1er juillet, les augmentations du SMIC au 1er janvier et 1er mai, le GVT) ⌦ 250 000 €.

Revalorisation du régime indemnitaire : réajustement de certaines situations individuelles ⌦ 105 000 €.

L'augmentation des cotisations retraites induite par l'évolution des rémunérations principales et notamment des titulaires ⌦ 70 000 €.

C- Traitement indiciaire et régime indemnitaire

ANNEE	2021	2022	2023
Rémunération principale des titulaires	3 664 675 €	4 105 470 €	4 299 917 €
NBI des titulaires	43 610 €	51 837 €	51 425 €
Supplément familial de traitement des titulaires	67 946 €	72 008 €	77 222 €
Régime indemnitaire des titulaires (RIFSEEP)	321 497 €	347 542 €	389 262 €
Rémunération principale des non titulaires	786 460 €	598 696 €	631 266 €
Supplément familial de traitement des non titulaires	12 815 €	4 746 €	6 674 €
TOTAUX	**4 897 003 €**	**5 180 299 €**	**5 455 766 €**

D- Les avantages en nature

L'évaluation des avantages en nature porte exclusivement sur la fourniture de repas gratuits au personnel de restauration. Il a concerné :

ANNEE	2019	2020	2021	2022	2023
Nombre de bénéficiaires	22	12	21	22	17
Montant	**10 015,25€**	**7 149,10€**	**10 414,80€**	**8 560,00€**	**6 697,60€**

Déclaration à l'Urssaf

E- Evolution du nombre d'heures complémentaires/supplémentaires depuis 2020

ANNEE	2020 (année covid)	2021	2022	2023	EVOLUTION 2021/2023
Heures complémentaires (titulaires et non titulaires)	83 672 €	129 264 €	128 017 €	174 893 €	+ 35,30 %
Heures supplémentaires (titulaires et non titulaires)	70 696 €	98 058 €	111 669 €	92 980 €	- 6,89 %
Montant total versé	**154 368 €**	**227 322 €**	**239 686 €**	**267 873 €**	**+ 17,89 %**

Evolution des heures complémentaires/supplémentaires depuis 2021

Pôle	2020 (année covid)	2021	2022	2023
Technique	18 826 €	48 483 €	54 860 €	57 740 €
BNF/Camping	36 436 €	26 503 €	74 080 €	40 598 €
Administratif	11 047 €	10 427 €	15 515 €	4 508 €
Jeunesse	38 459 €	64 902 €	37 610 €	70 457 €
Hygiène	39 919 €	60 474 €	45 104 €	75 835 €
Culturel	6 578 €	8 170 €	8 501 €	12 115 €
Restaurant municipal	3 103 €	8 363 €	4 016 €	6 620 €

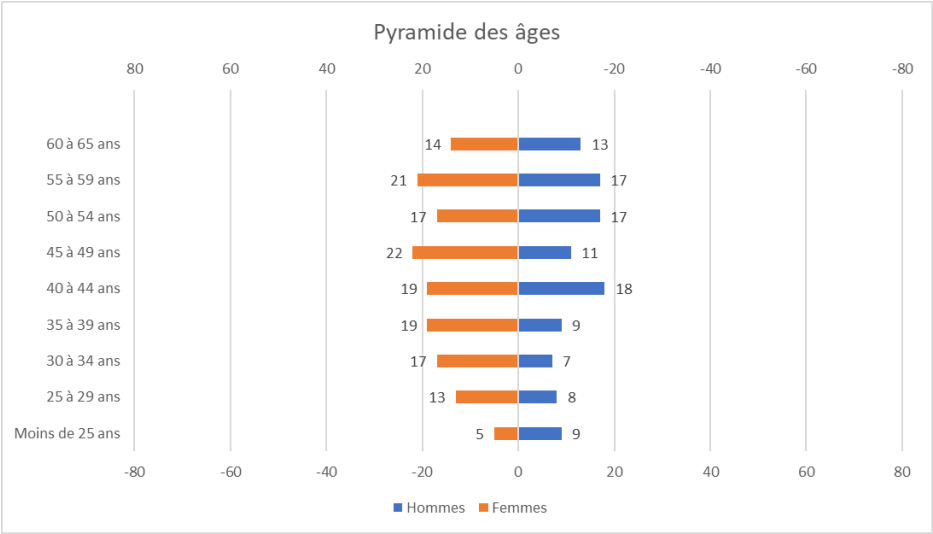
Evolution des heures complémentaires/supplémentaires 2020/2023 par pôle

Le paiement des heures complémentaires et supplémentaires reste un point sensible dans la maîtrise de la masse salariale. Les années 2020-2021 ne pouvant être prise en référence, du fait de la crise sanitaire, l'évolution des heures supplémentaires entre 2022 et 2023 reste maîtrisée.

La répartition par pôle laisse apparaître les éléments suivants :

- Une stabilité s'est opérée sur l'ensemble des pôles (+28 000 € par rapport à 2022),
- Une forte diminution des heures à la Base nautique (-34 000 €) due au changement de contrat des saisonniers (passage de 5h00 à 15h00 soit une diminution des heures complémentaires),
- Une augmentation conséquente des pôles jeunesse (+33 000 €) et du pôle hygiène (+30 000 €), du fait en partie des contrats à faible temps de travail (5h/semaine) impliquant des heures complémentaires,
- Une diminution du pôle administratif (-11 000 €), en raison de l'absence d'élection en 2023.

F- L'âge



L'âge moyen de la collectivité se situe à 44,48 ans pour l'ensemble du personnel (au niveau national, l'âge moyen est de 45,6 pour la Fonction Publique Territoriale). La représentation des femmes dans le personnel de la collectivité est de 57,42 % (61,30 % pour la Fonction Publique Territoriale)

Il faut remarquer que 99 agents sont âgés de plus de 50 ans et sont susceptibles de partir à la retraite dans les 15 prochaines années, soit plus d'un tiers du personnel (38,67% contre 43,0% au niveau national).

G - Le temps de travail

La loi n°2019-2018 du 6 août 2019 imposait aux collectivités territoriales de passer aux 1 607 heures par an au plus tard le 1er janvier 2022. La ville est en conformité depuis 2002 et le passage aux 35 heures. Toutefois, l'annualisation du temps de travail est toujours à formaliser pour certains services (comme la base nautique de la Frette et le service espaces verts) pour une gestion RH optimale.

H- Les orientations 2024

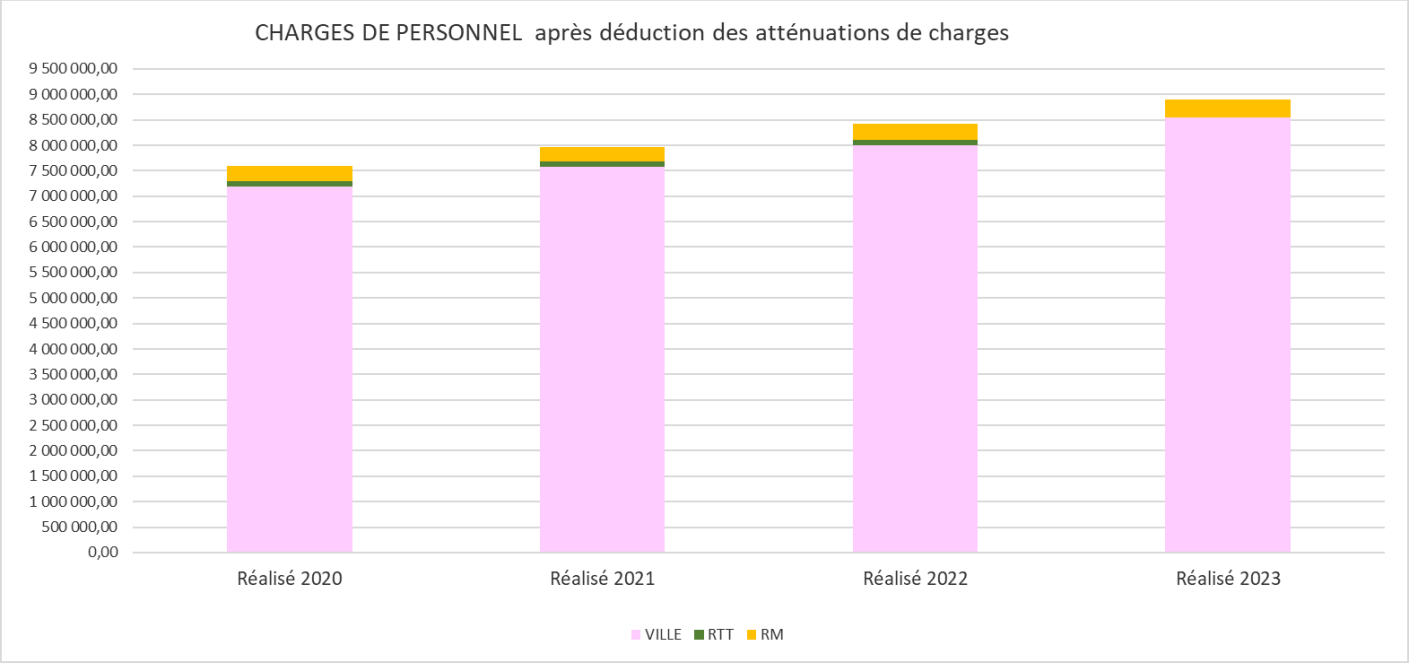
En 2024, la volonté de la collectivité sera de renforcer la maîtrise de sa masse salariale, tout en maintenant une politique active d'insertion sociale par l'emploi. Pour autant, il faudra absorber les augmentations réglementaires (5 points d'indice majoré supplémentaires pour l'ensemble des agents au 1er janvier 2024, augmentations du SMIC, augmentation du point d'indice…), l'évolution du GVT, le recrutement des postes vacants, le versement de la prime exceptionnelle du pouvoir d'achat, la mise en place des titres-restaurant et la poursuite des ajustements du régime indemnitaire (IFSE + nouveau système de versement du CIA).

Afin de gérer la masse salariale conformément aux orientations, la gestion des Ressources Humaines devra continuer à tendre vers un cadre budgétaire rigoureux, tout en maintenant un cadre de travail motivant :
- Chaque vacance de poste (retraite, mobilité interne ou externe, disponibilité, démission, maternité…) donnera systématiquement lieu à une étude. Au vu de notre pyramide des âges, cette adaptation des besoins est primordiale pour l'optimisation de la gestion des Ressources Humaines.
- Chaque direction sera mobilisée dans le pilotage de la masse salariale. Notamment en termes d'heures supplémentaires et de lutte contre l'absentéisme.
- La poursuite de la démarche de réorganisation des services tels que la Base nautique et son camping, le service espaces verts et les Transports Ternois.
- Un recrutement d'agents non titulaires (contractuels et contrats aidés) en fonction des besoins réels de la collectivité.
- La poursuite de l'amélioration des conditions de travail des agents.

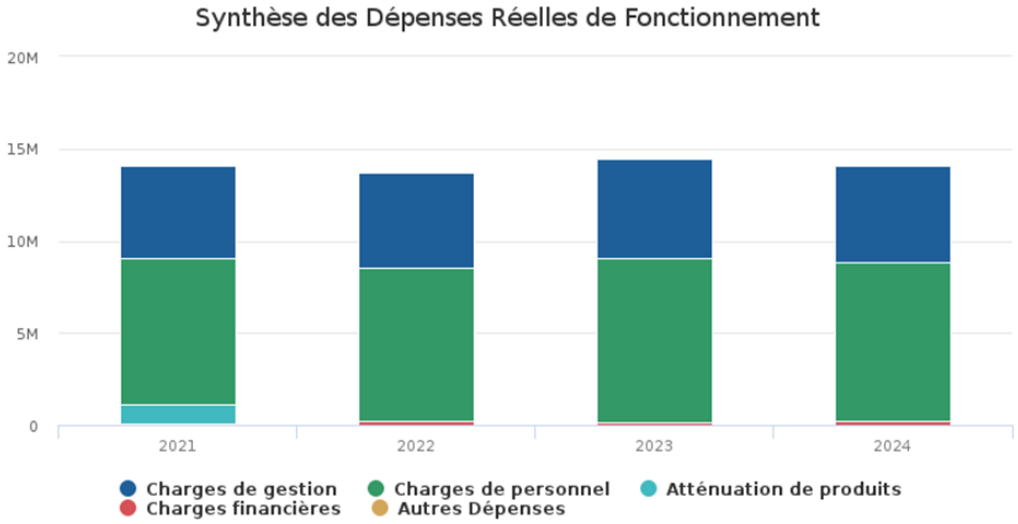
L'adoption en 2021 des Lignes Directrices de Gestion (LDG) a également fait émerger des nouveaux axes de travail pluriannuels dans la gestion des Ressources Humaines de la collectivité. Les orientations suivantes seront à développer en 2024 : L'amélioration des conditions de travail (télétravail et réflexion sur le temps de travail) ; une réflexion sur la politique de valorisation des parcours par la mise en place de critères d'avancement de grade et de promotion interne ; une action en matière de GPEC, pour l'anticipation des départs en retraite ; une réflexion sur l'amélioration du recrutement, par la mise en place d'une procédure de recrutement et la détermination des capacités financières de la collectivité.

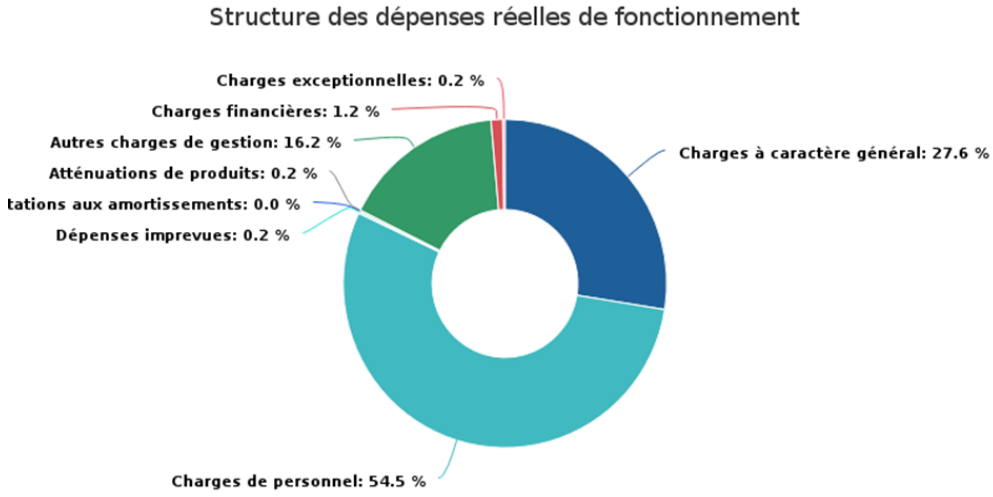
1.3.1.2 Focus sur les dépenses de personnel 2020-2023 *(Charges de personnel consolidées et frais assimilés après déduction des atténuations de charges)*

FONCTION	CHARGES DE PERSONNEL NETTES	2020	2021	Evolution 2020-2021	2022	Evolution 2021-2022	2023	Evolution 2022-2023
02	Services généraux administrations locales	**3 204 062,10**	**3 288 175,05**	2,63%	**3 391 436,55**	3,14%	**3 684 874,89**	8,65%
2	Enseignement Formation	**483 103,03**	**496 200,02**	2,71%	**488 531,12**	-1,55%	**482 083,53**	-1,32%
3	Culture	**466 808,54**	**481 127,53**	3,07%	**492 608,58**	2,39%	**529 430,41**	7,47%
4	Sport et Jeunesse	**1 609 995,12**	**1 828 965,07**	13,60%	**2 040 147,00**	11,55%	**2 058 149,28**	0,88%
5	Interventions Sociales Santé	**0,00**	**0,00**	ns	**0,00**	ns	**0,00**	ns
6	Famille	**378 729,86**	**400 842,68**	5,84%	**425 649,43**	6,19%	**435 750,21**	2,37%
8	Aménagement Services Urbains, Environnement	**1 055 235,80**	**1 084 908,41**	2,81%	**1 169 438,79**	7,79%	**1 358 836,51**	16,20%
	TOTAL	**7 197 934,45**	**7 580 218,76**	**5,31%**	**8 007 811,47**	**5,64%**	**8 549 124,83**	**6,76%**
	REGIE DES TRANSPORTS TERNOIS	**97 712,99**	**94 330,08**	-3,46%	**100 087,61**	6,10%		-100,00%
	RESTAURATION MUNICIPALE	**300 035,38**	**287 202,59**	-4,28%	**312 032,96**	8,65%	**342 185,84**	9,66%
	TOTAL GENERAL	**7 595 682,82**	**7 961 751,43**	**4,82%**	**8 419 932,04**	**5,75%**	**8 891 310,67**	**5,60%**



1.3.2 Synthèse et structure des dépenses réelles de fonctionnement et projection jusqu'en 2024





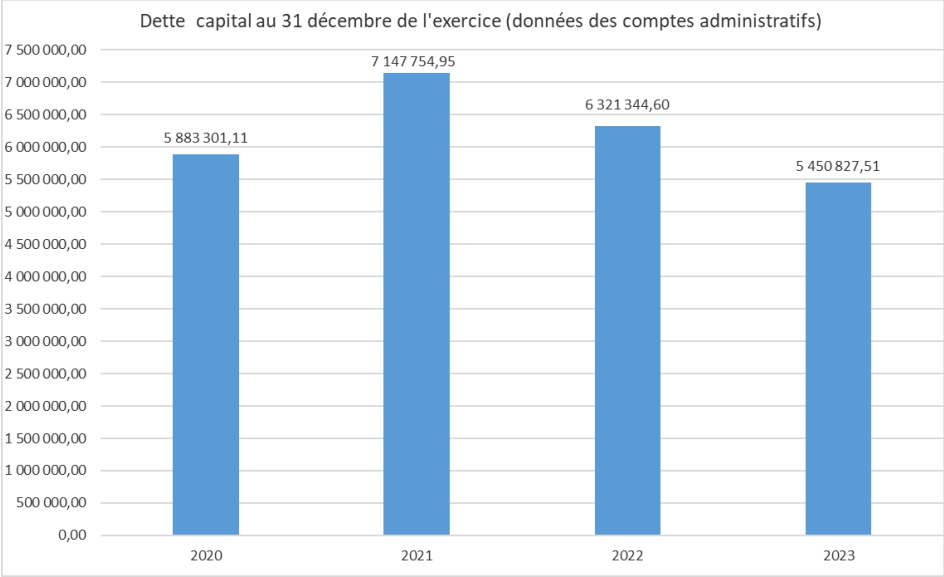
En prenant en compte les prévisions budgétaires pour l'exercice 2024, les dépenses réelles de fonctionnement s'élèveraient à un montant total de 14 109 060 €, soit 1 030,69 € / hab. ce ratio est inférieur à celui de 2023 (1 091,87 € / hab).

Année	2021	2022	2023	2024	2023-2024 %
Charges de gestion	4 950 868 €	5 135 730 €	5 440 290 €	5 279 530 €	-2,95 %
Charges de personnel	7 936 309 €	8 344 295 €	8 896 385 €	8 619 656 €	-3,11 %
Atténuation de produits	1 057 591 €	17 355 €	6 852 €	17 355 €	153,28 %
Charges financières	102 308 €	192 517 €	146 406 €	192 517 €	31,5 %
Autres dépenses	258 857 €	29 185 €	462 176 €	0 €	-100 %
Total Dépenses de fonctionnement	14 305 936 €	13 719 084 €	14 952 111 €	14 109 060 €	-5,64 %
Évolution en %	*2,07 %*	*-4,1 %*	*8,99 %*	-	-

2 - Section d'investissement

2.1.1. Evolution de la dette en euros – Rétrospective

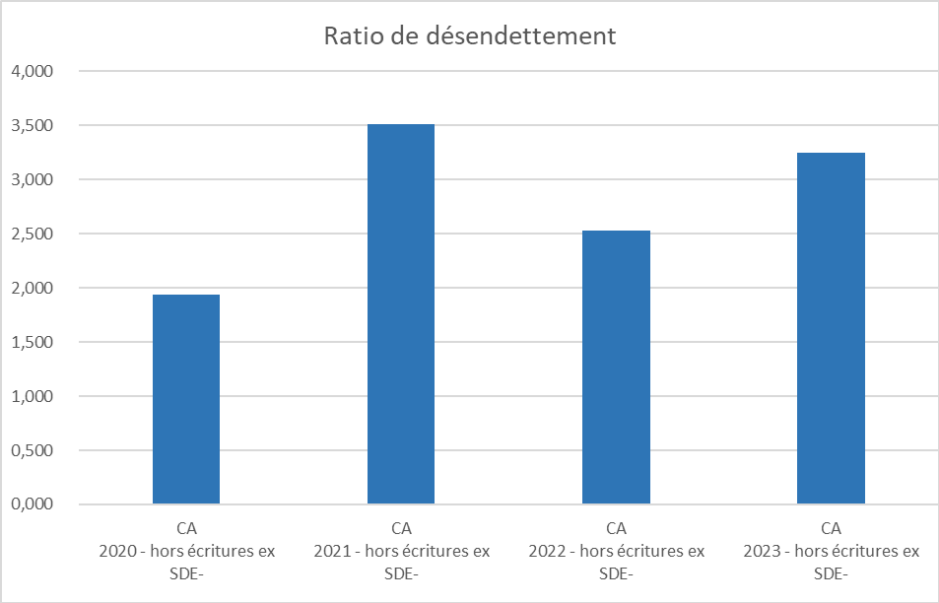
	Année 2020	Année 2021	Année 2022	Année 2023
Dette capital à l'origine	12 628 351,87	13 621 494,61	13 621 494,61	13 118 412,85
Dette capital au 1er janvier de l'exercice	6 671 121,06	5 883 301,11	7 147 754,95	6 321 344,60
Dette capital au 31 décembre de l'exercice	5 883 301,11	7 147 754,95	6 321 344,60	5 450 827,51
Annuité payée au cours de l'exercice	956 809,44	859 027,98	991 795,08	1 015 560,05
Dont Intérêts	168 989,49	123 481,82	165 384,73	145 042,96
Dont Capital	787 819,95	735 546,16	826 410,35	870 517,09



2.1.2. Budget principal - Ratio de désendettement

	CA 2020 - hors écritures ex SDE-	CA 2021 - hors écritures ex SDE-	CA 2022 - hors écritures ex SDE-	CA 2023 - hors écritures ex SDE-
Dette capital au 31 décembre de l'exercice	5 883 301,11 €	7 147 754,95 €	6 321 344,60 €	5 450 827,51 €
CAF BRUTE ou EPARGNE BRUTE	3 041 480,66 €	2 035 808,94 €	2 499 542,67 €	1 677 392,74 €
RATIO DE DESENDETTEMENT ou ENCOURS DE LA DETTE/CAF BRUTE	**1,934**	**3,511**	**2,529**	**3,250**

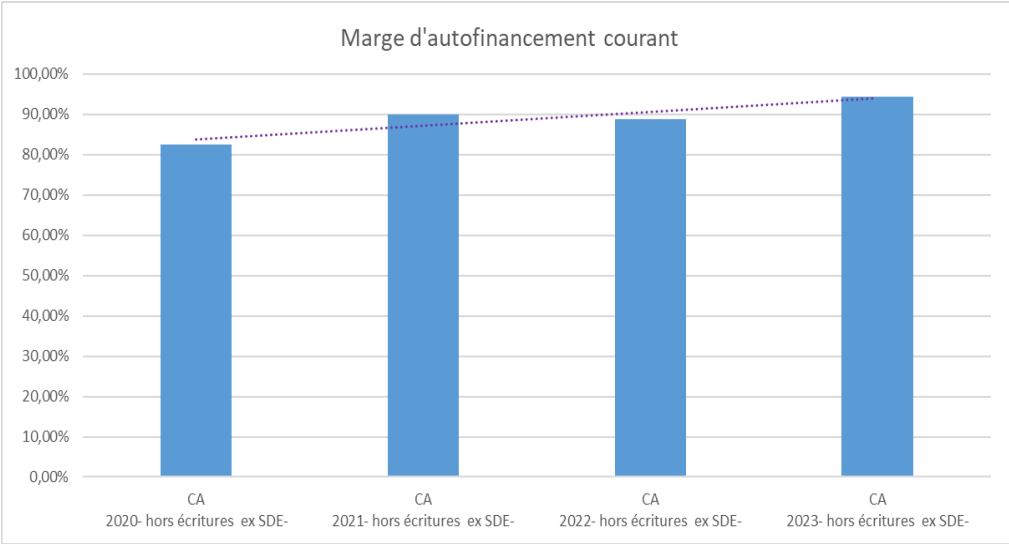
Ce ratio détermine le nombre d'années d'autofinancement brut nécessaire à la collectivité pour rembourser la dette en capital au 31 décembre.



2.1.3. Budget principal - Marge d'autofinancement

	CA 2020- hors écritures ex SDE-	CA 2021- hors écritures ex SDE-	CA 2022- hors écritures ex SDE-	CA 2023- hors écritures ex SDE-
RATIO DRF & AMORTISSEMENT DE LA DETTE/RRF ou MARGE D'AUTOFINANCEMENT COURANT	**82,62%**	**90,03%**	**88,80%**	**94,28%**

Un ratio supérieur à 100 exprime que la charge de la dette n'est pas totalement financée par les recettes courantes.

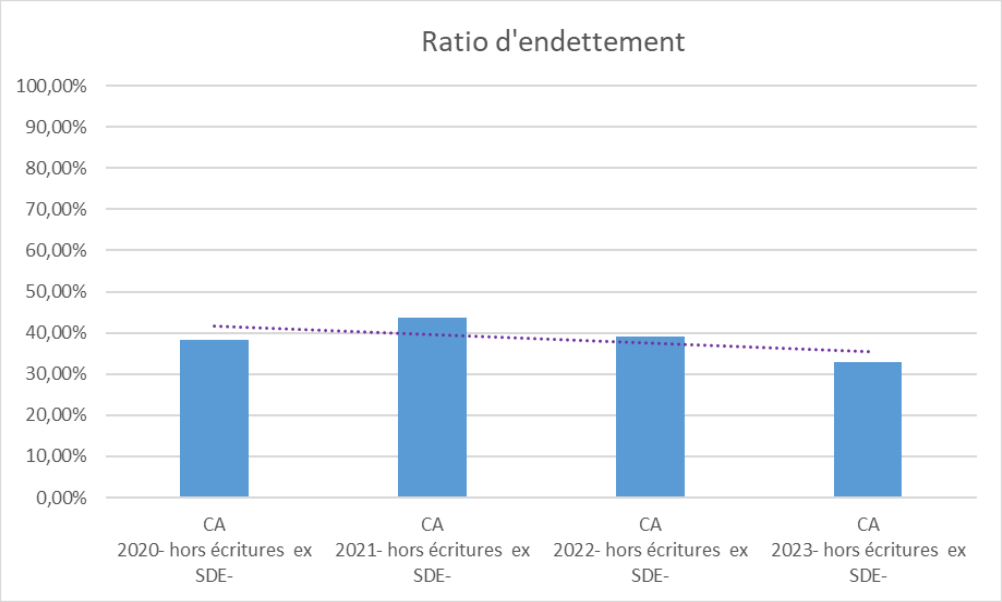


2.1.4. Budget principal - Ratio d'endettement

	CA 2020- hors écritures ex SDE-	CA 2021- hors écritures ex SDE-	CA 2022- hors écritures ex SDE-	CA 2023- hors écritures ex SDE-
RATIO ENCOURS DE LA DETTE/RRF ou RATIO D'ENDETTEMENT	**38,33%**	**43,67%**	**39,24%**	**33,01%**

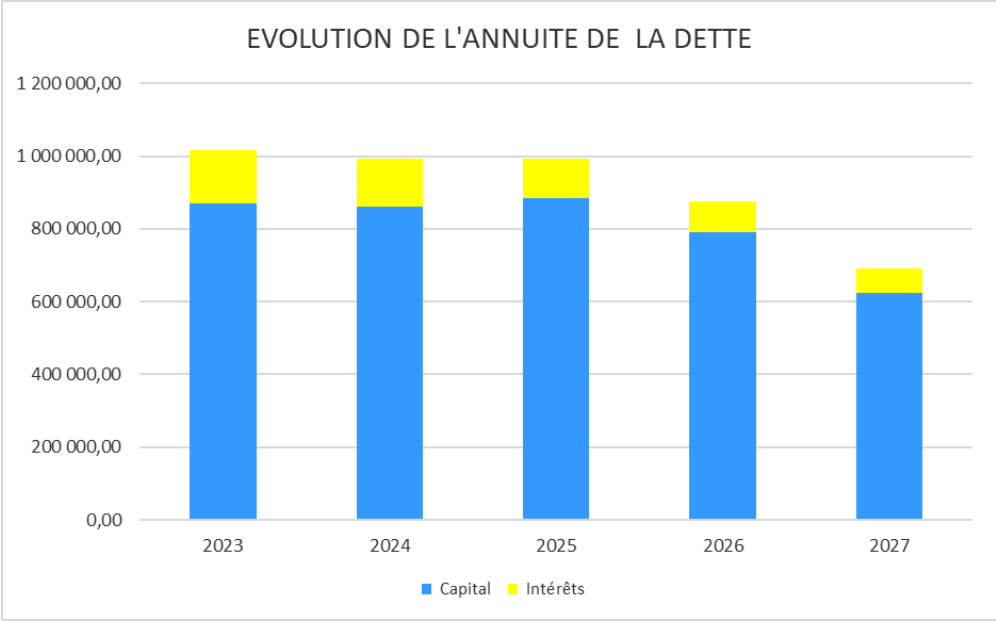
COEFFICIENT D'ENDETTEMENT	**0,383**	**0,437**	**0,392**	**0,330**

Ce ratio exprime le poids de la dette en nombre d'années de recettes courantes. Ce ratio diminue fortement depuis 2021.



2.2. Evolution dette exercice 2023 – Prospective

	Année 2023	Année 2024	Année 2025	Année 2026	Année 2027
Intérêts	145 042,96	131 649,56	109 513,54	85 806,14	66 700,37
Capital	870 517,09	861 040,63	883 660,02	790 102,98	624 517,80
Annuité payée au cours de l'exercice	1 015 560,05	992 690,19	993 173,56	875 909,12	691 218,17

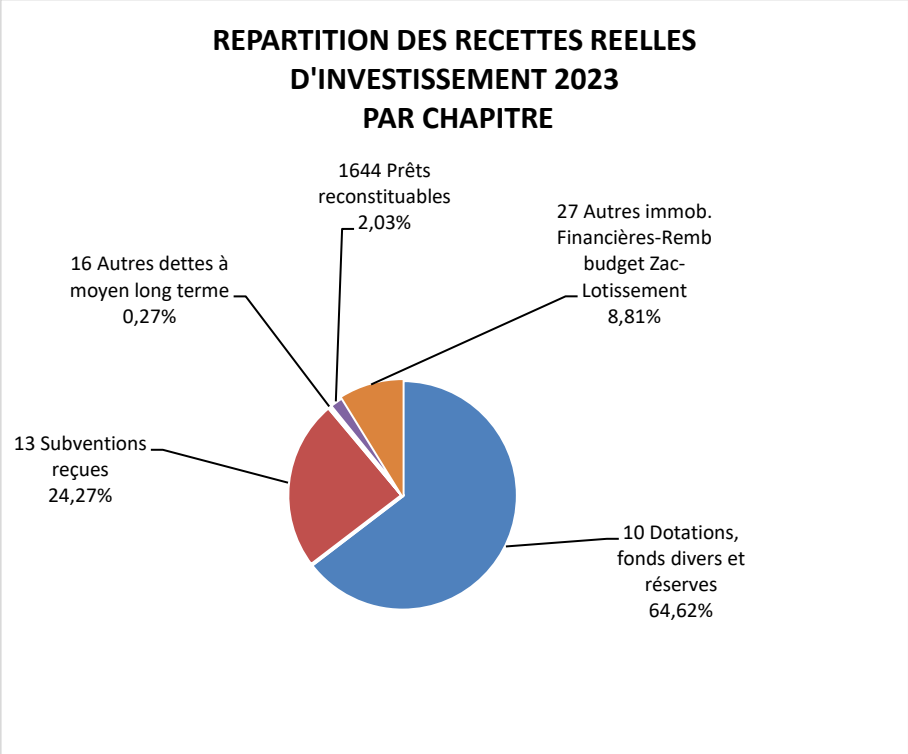


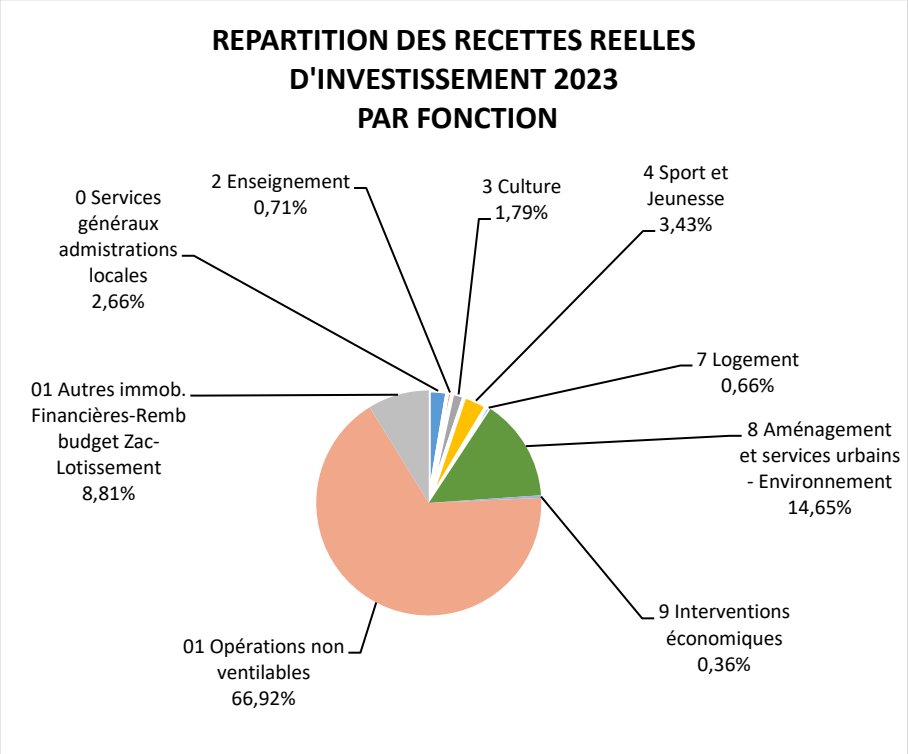
Il est donc à noter un désendettement significatif de la collectivité.

2.3. Evolution des recettes d'investissement 2020-2023

CHAPITRE	RECETTES	CA 2020	CA 2021	Evolution 2020-2021	CA 2022	Evolution 2021-2022	CA 2023	Evolution 2022-2023
	OPERATIONS REELLES	3 879 999,57	6 034 140,86	55,52%	3 210 646,99	-46,79%	4 057 117,88	26,36%
	OPERATIONS D'ORDRE	1 716 974,71	1 785 433,03	3,99%	900 578,81	-49,56%	895 062,56	-0,61%
	RECETTES TOTALES	**5 596 974,28**	**7 819 573,89**	**39,71%**	**4 111 225,80**	**-47,42%**	**4 952 180,44**	**20,46%**
001	Excédent reporté	2 118 304,88	1 428 718,57		2 940 909,30			
001	Excédent reporté-SDE	739 060,48	746 218,48		644 850,97			
	TOTAL GENERAL	**8 454 339,64**	**9 994 510,94**	**18,22%**	**7 696 986,07**	**-22,99%**	**4 952 180,44**	**-35,66%**

Pour information, restes à recouvrer repris au BP N+1	778 000,00	1 026 000,00		739 000,00		477 500,00	

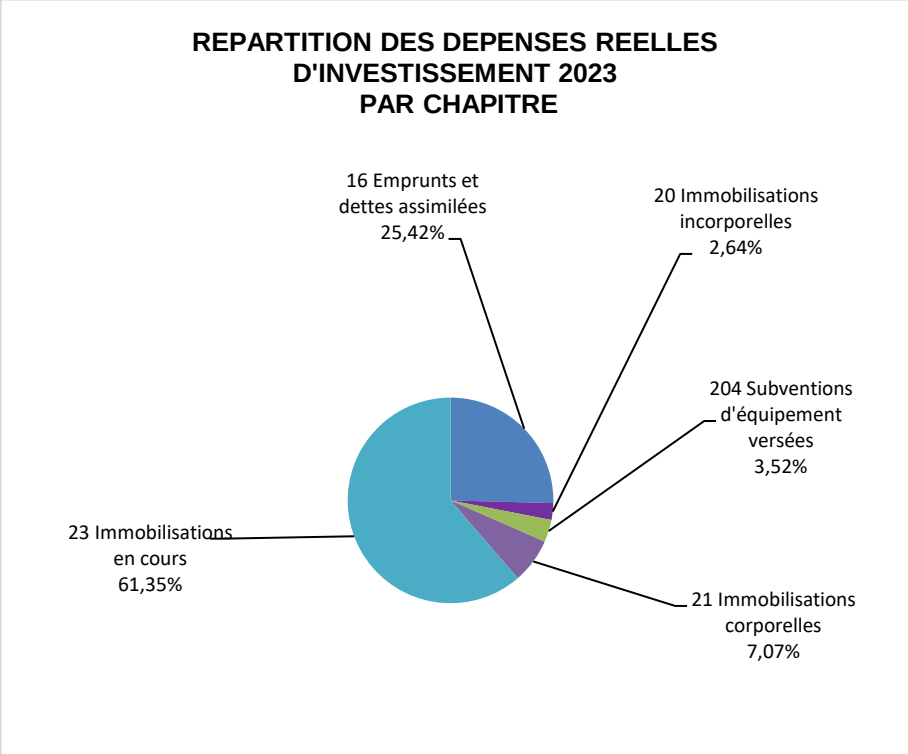


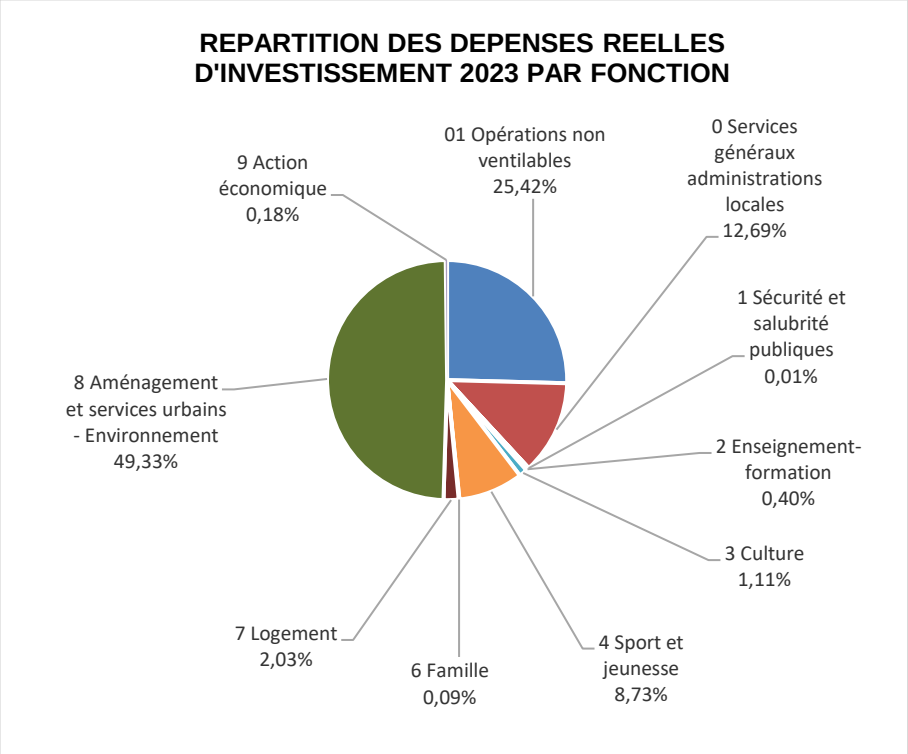


Il est à noter une hausse significative des recettes liées aux subventions. En effet, pour chaque projet, il est étudié les possibilités de financement. Ainsi, un nombre accru de demandes a pu être réalisé, notamment pour le nouveau Fonds vert.

2.4. Evolution des dépenses d'investissement 2020-2023

CHAPITRE	DEPENSES	CA 2020	CA 2021	Evolution 2020-2021	CA 2022	Evolution 2021-2022	CA 2023	Evolution 2022-2023
	OPERATIONS REELLES	5 542 626,58	5 254 696,18	-5,19%	7 936 215,24	51,03%	3 748 715,47	-52,76%
	OPERATIONS D'ORDRE	736 776,01	1 203 674,36	63,37%	333 812,04	-72,27%	322 865,18	-3,28%
	DEPENSES TOTALES	**6 279 402,59**	**6 458 370,54**	**2,85%**	**8 270 027,28**	**28,05%**	**4 071 580,65**	**-50,77%**
OO1	Déficit reporté						345 186,65	
	TOTAL GENERAL	**6 279 402,59**	**6 458 370,54**	**2,85%**	**8 270 027,28**	**28,05%**	**4 416 767,30**	**-46,59%**
Pour information, restes à réaliser repris au BP N+1		2 919 000,00	2 948 000,00		1 390 000,00		900 000,00	



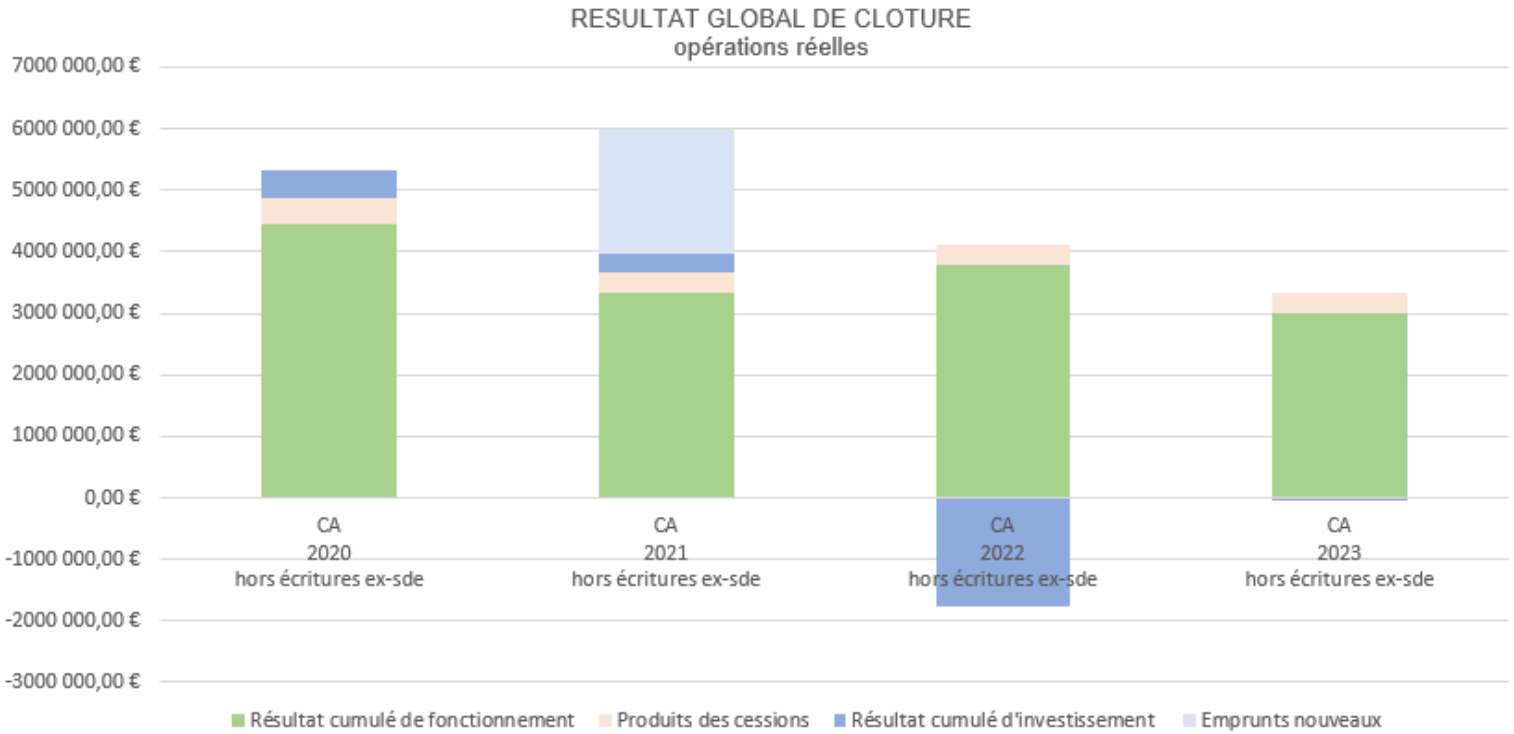


3 - Evolution des finances

3.1.1. Budget principal – Résultat de clôture

Ecritures Ville	CA 2020	CA 2021 hors écritures ex-sde	CA 2022 hors écritures ex-sde	CA 2023 hors écritures ex-sde
RECETTES REELLES CA	15 348 402,70 €	16 367 280,74 €	16 107 566,49 €	16 514 525,19 €
DEPENSES REELLES CA	-11 976 862,07 €	-14 303 338,08 €	-13 694 885,09 €	-14 952 111,07 €
RESULTAT DE L'EXERCICE FONCTIONNEMENT	**3 371 540,63 €**	**2 063 942,66 €**	**2 412 681,40 €**	**1 562 414,12 €**
RECETTES REELLES CA	3 869 841,57 €	6 034 140,86 €	3 210 646,99 €	4 057 117,88 €
DEPENSES REELLES CA	-5 542 626,58 €	-5 186 328,67 €	-7 902 068,17 €	-3 748 715,47 €
RESULTAT DE L'EXERCICE INVESTISSEMENT	**-1 672 785,01 €**	**847 812,19 €**	**-4 691 421,18 €**	**308 402,41 €**
RESULTAT GLOBAL DE L'EXERCICE	**1 698 755,62 €**	**2 911 754,85 €**	**-2 278 739,78 €**	**1 870 816,53 €**
RESULTATS ANTERIEURS FONCTIONNEMENT	1 500 129,42 €	1 588 471,35 €	1 707 655,34 €	1 778 941,87 €
RESULTATS ANTERIEURS INVESTISSEMENT	2 118 304,88 €	1 478 338,44 €	2 940 909,30 €	-345 186,65 €
RESULTAT GLOBAL DE CLOTURE DE L'EXERCICE	**5 317 189,92 €**	**5 978 564,64 €**	**2 369 824,86 €**	**3 304 571,75 €**

Ecritures Ex service des eaux	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023
RECETTES REELLES CA	242 145,43 €	0,01 €	34 794,39 €	2 733,22 €
DEPENSES REELLES CA	-1 579 018,40 €	-2 598,33 €	-24 199,06 €	0,00 €
RESULTAT DE L'EXERCICE FONCTIONNEMENT	**-1 336 872,97 €**	**-2 598,32 €**	**10 595,33 €**	**2 733,22 €**
RECETTES REELLES CA	10 158,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
DEPENSES REELLES CA	0,00 €	-68 367,51 €	-34 147,07 €	0,00 €
RESULTAT DE L'EXERCICE INVESTISSEMENT	**10 158,00 €**	**-68 367,51 €**	**-34 147,07 €**	**0,00 €**
RESULTAT GLOBAL DE L'EXERCICE	**-1 326 714,97 €**	**-70 965,83 €**	**-23 551,74 €**	**2 733,22 €**
RESULTATS ANTERIEURS FONCTIONNEMENT	1 496 792,06 €	162 919,09 €	193 320,77 €	184 916,10 €
RESULTATS ANTERIEURS INVESTISSEMENT	739 060,48 €	746 218,48 €	644 850,97 €	intégré Ville
RESULTAT GLOBAL DE CLOTURE DE L'EXERCICE - ex SDE	**909 137,57 €**	**838 171,74 €**	**814 620,00 €**	**187 649,32 €**
RESULTAT GLOBAL	**6 226 327,49 €**	**6 816 736,38 €**	**3 184 444,86 €**	**3 492 221,07 €**



En 2023, les dépenses d'investissement se sont stabilisées à 4 071 580,65 euros (auxquels s'ajouteront 900 000 euros de restes à réaliser). Des projets structurants, tels que la réhabilitation de l'ancien centre social en Maison des Associations au cœur d'un QPV ont vu le jour. Ce projet symbolise la volonté municipale d'associer rénovation du patrimoine existant et création de lieux au plus près des habitants.

Le programme de voirie s'est poursuivi avec notamment la rue Léon BLUM. Des réalisations plus modestes mais essentielles pour la vie de la collectivité et de ses habitants ont été réalisées : la modernisation de l'éclairage public, la poursuite de l'aménagement du Camping et l'achat de nouveaux mobil-homes, la réhabilitation complète des douches et vestiaires de la salle Jean Moulin, la reprise de couverture du Complexe Lentin - couplé à une remise en peinture des vestiaires, la rénovation des logements communaux (3 rue Robert Cadeau, 3-5 boulevard des déportés, 18 rue Pierre Sémard), la création des premières bandes cyclables de l'agglomération.

Ces projets nombreux ont été réalisés malgré un contexte économique contraint.

En 2024, il s'agira encore de maintenir un bon niveau d'investissement adapté aux possibilités et aux besoins de la collectivité. Ces investissements sont indispensables, ne serait-ce que dans le cadre de la gestion active du patrimoine de la collectivité. À cette gestion efficace, vont s'ajouter de nombreux projets structurant l'espace public (requalification de l'avenue d'Estournelles de Constant, renaturation de l'avenue Charles de Gaulle, réhabilitation du Centre de secours). Enfin, il s'agira de travailler sur l'attractivité et le cadre de vie. Pour cela, un projet de rénovation d'espace commercial sera proposé, et la création de lieux de convivialité en pied d'immeuble complétera ce projet municipal dense.

3.1.2. Budget principal ville - capacité d'autofinancement

CAF BRUTE	CA 2020- hors écritures ex SDE-	*Evolution 2019-2020*	CA 2021- hors écritures ex SDE-	*Evolution 2020-2021*	CA 2022- hors écritures ex SDE-	*Evolution 2021-2022*	CA 2023- hors écritures ex SDE-	*Evolution 2022-2023*
	3 041 480,66 €	*154 409,59 €*	**2 035 808,94 €**	*-1 005 671,72 €*	**2 499 542,67 €**	*463 733,73 €*	**1 677 392,74 €**	*-822 149,93 €*

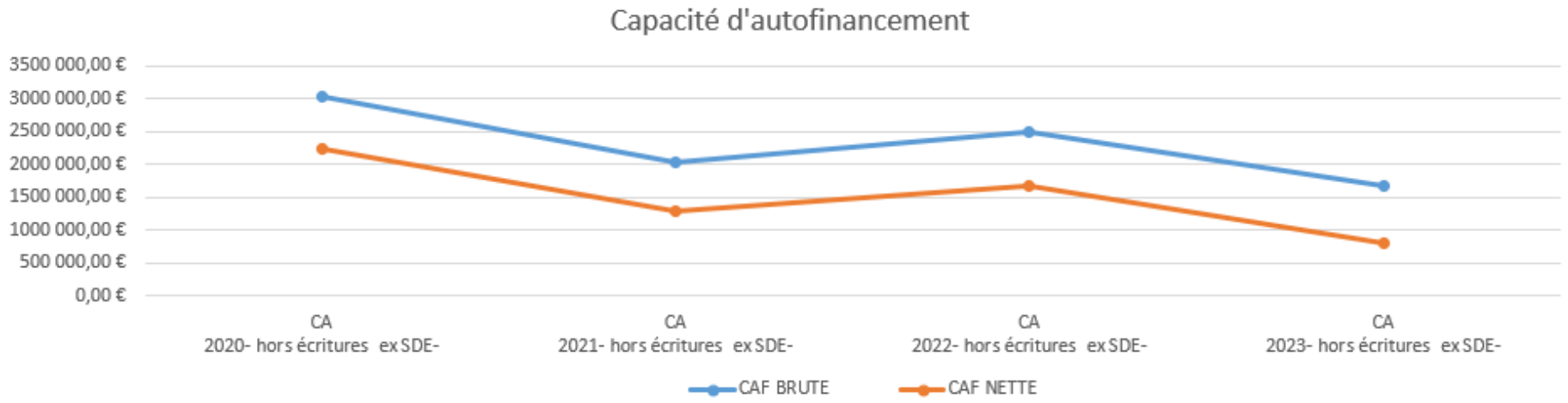
Capacité d'autofinancement brute (RRF - DRF) hors travaux en régie et produits de cessions.

L'**épargne brute**, appelée aussi « capacité d'autofinancement » (CAF) correspond à la différence entre les produits réels de fonctionnement et les charges réelles de fonctionnement. La CAF doit être affectée en priorité au remboursement des emprunts.

CAF NETTE	CA 2020- hors écritures ex SDE-	*Evolution 2019-2020*	CA 2021- hors écritures ex SDE-	*Evolution 2020-2021*	CA 2022- hors écritures ex SDE-	*Evolution 2021-2022*	CA 2023- hors écritures ex SDE-	*Evolution 2022-2023*
	2 253 660,71 €	*415 423,24 €*	**1 300 262,78 €**	*-953 397,93 €*	**1 673 132,32 €**	*372 869,54 €*	**806 875,65 €**	*-866 256,67 €*

Capacité d'autofinancement nette (Caf brute déduction du remboursement du capital des emprunts)

La CAF nette est égale à la CAF brute amputée du remboursement en capital de la dette. A partir de la CAF nette, un financement disponible peut être déterminé : ressources effectivement disponibles pour le financement des dépenses d'équipement. Inversement, à niveau constant de charges de fonctionnement, toute recette de fonctionnement supplémentaire agit positivement sur la CAF. Au vu de l'augmentation des dépenses de fonctionnement, la CAF est en baisse en 2023.



3.2. Budget annexe : Restauration municipale

	2021		2022		2023	
	Crédits Ouverts	CA	*Crédits Ouverts*	CA	*Crédits Ouverts*	CA
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	***744 000,00 €***	**657 202,21 €**	***777 500,00 €***	**695 076,59 €**	***831 000,00 €***	**762 398,25 €**
OPERATIONS REELLES	*738 189,68 €*	651 479,36 €	*758 778,34 €*	686 394,02 €	*784 588,67 €*	753 692,85 €
OPERATIONS D'ORDRE	*5 810,32 €*	5 722,85 €	*8 721,66 €*	8 682,57 €	*8 711,33 €*	8 705,40 €
virement à la section d'investissement	*0,00 €*		*10 000,00 €*		*37 700,00 €*	
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	***742 449,74 €***	**657 209,29 €**	***775 942,66 €***	**695 123,65 €**	***829 395,60 €***	**796 194,48 €**
OPERATIONS REELLES	*742 449,74 €*	657 209,29 €	*775 942,66 €*	695 123,65 €	*829 395,60 €*	796 194,48 €
OPERATIONS D'ORDRE	*0,00 €*	0,00 €	*0,00 €*	0,00 €	*0,00 €*	0,00 €
RESULTAT DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE		7,08 €		47,06 €		33 796,23 €
RESULTAT ANTERIEUR REPORTE	***1 550,26 €***	1 550,26 €	***1 557,34 €***	1 557,34 €	***1 604,40 €***	1 604,40 €
RESULTAT DE FONCTIONNEMENT CUMULE	***0,00 €***	**1 557,34 €**	***0,00 €***	**1 604,40 €**	***0,00 €***	**35 400,63 €**
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	***64 600,00 €***	**32 934,19 €**	***50 300,00 €***	**13 672,24 €**	***73 000,00 €***	**67 223,74 €**
OPERATIONS REELLES	*64 600,00 €*	32 934,19 €	*50 300,00 €*	13 672,24 €	*73 000,00 €*	67 223,74 €
OPERATIONS D'ORDRE	*0,00 €*	0,00 €	*0,00 €*	0,00 €	*0,00 €*	0,00 €
RECETTES D'INVESTISSEMENT	***5 810,32 €***	***5 722,85 €***	***18 721,66 €***	***8 682,57 €***	***46 411,33 €***	***8 705,40 €***
Emprunts	*0,00 €*	0,00 €	*0,00 €*	0,00 €	*0,00 €*	0,00 €
autres recettes	*0,00 €*	0,00 €	*0,00 €*	0,00 €	*0,00 €*	0,00 €
virement de la section de fonctionnement	*0,00 €*		*10 000,00 €*		*37 700,00 €*	
Opérations d'ordre	*5 810,32 €*	5 722,85 €	*8 721,66 €*	8 682,57 €	*8 711,33 €*	8 705,40 €
RESULTAT D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE	*-58 789,68 €*	-27 211,34 €	*-31 578,34 €*	-4 989,67 €	*-26 588,67 €*	-58 518,34 €
RESULTAT ANTERIEUR REPORTE	***58 789,68 €***	58 789,68 €	***31 578,34 €***	31 578,34 €	***26 588,67 €***	26 588,67 €
RESULTAT D'INVESTISSEMENT CUMULE	***0,00 €***	**31 578,34 €**	***0,00 €***	**26 588,67 €**	***0,00 €***	**-31 929,67 €**
RESULTAT GLOBAL DE L'EXERCICE		**-27 204,26 €**		**-4 942,61 €**		**-24 722,11 €**
RESULTAT GLOBAL ANTERIEUR REPORTE		**60 339,94 €**		**33 135,68 €**		**28 193,07 €**
RESULTAT GLOBAL CUMULE		**33 135,68 €**		**28 193,07 €**		**3 470,96 €**
RESTE A RECOUVRER		*0,00 €*		*0,00 €*		*0,00 €*
RESTE A REALISER		*-2 044,11 €*		*-26 579,40 €*		*-1 469,90 €*
SOLDE DES RESTES A REALISER		*-2 044,11 €*		*-26 579,40 €*		*-1 469,90 €*

3.3 Budget annexe : ZAC-Lotissement

	2021		2022		2023	
	Crédits Ouverts	CA	*Crédits Ouverts*	CA	*Crédits Ouverts*	CA
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	***692 000,00 €***	**272 137,32 €**	***1 451 640,00 €***	**1 113 612,53 €**	***1 648 000,00 €***	**1 543 510,88 €**
OPERATIONS REELLES	*692 000,00 €*	272 137,32 €	*535 000,00 €*	374 763,52 €	*39 280,00 €*	37 391,15 €
OPERATIONS D'ORDRE	*0,00 €*	0,00 €	*771 640,00 €*	738 849,01 €	*1 506 956,85 €*	1 506 119,73 €
virement à la section d'investissement	*0,00 €*		*145 000,00 €*		*101 763,15 €*	
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	***692 000,00 €***	**272 137,32 €**	***1 451 640,00 €***	**1 226 039,14 €**	***1 535 573,39 €***	**1 501 292,46 €**
OPERATIONS REELLES	*0,00 €*	0,54 €	*145 000,00 €*	112 426,98 €	*389 403,39 €*	357 003,33 €
OPERATIONS D'ORDRE	*692 000,00 €*	272 136,78 €	*1 306 640,00 €*	1 113 612,16 €	*1 146 170,00 €*	1 144 289,13 €
RESULTAT DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE		0,00 €		112 426,61 €		-42 218,42 €
RESULTAT ANTERIEUR REPORTE	***0,00 €***	0,00 €	***0,00 €***	0,00 €	***112 426,61 €***	112 426,61 €
RESULTAT DE FONCTIONNEMENT CUMULE	***0,00 €***	**0,00 €**	***0,00 €***	**112 426,61 €**	***0,00 €***	**70 208,19 €**
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	***692 000,00 €***	**272 136,78 €**	***1 267 140,00 €***	**1 106 897,98 €**	***1 506 956,85 €***	**1 501 559,55 €**
OPERATIONS REELLES	*0,00 €*	0,00 €	*0,00 €*	0,00 €	*360 786,85 €*	357 270,42 €
OPERATIONS D'ORDRE	*692 000,00 €*	272 136,78 €	*1 267 140,00 €*	1 106 897,98 €	*1 146 170,00 €*	1 144 289,13 €
RECETTES D'INVESTISSEMENT	***692 000,00 €***	***272 136,78 €***	***1 267 140,00 €***	***1 005 134,83 €***	***1 608 720,00 €***	***1 506 119,73 €***
Avances budget principal	*692 000,00 €*	272 136,78 €	*390 000,00 €*	273 000,00 €	*0,00 €*	0,00 €
autres recettes	*0,00 €*	0,00 €	*0,00 €*	0,00 €	*0,00 €*	0,00 €
virement de la section de fonctionnement	*0,00 €*		*145 000,00 €*		*101 763,15 €*	
Opérations d'ordre	*0,00 €*	0,00 €	*732 140,00 €*	732 134,83 €	*1 506 956,85 €*	1 506 119,73 €
RESULTAT D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE	*0,00 €*	0,00 €	*0,00 €*	-101 763,15 €	*101 763,15 €*	4 560,18 €
RESULTAT ANTERIEUR REPORTE	***0,00 €***	0,00 €	***0,00 €***	0,00 €	***-101 763,15 €***	-101 763,15 €
RESULTAT D'INVESTISSEMENT CUMULE	***0,00 €***	**0,00 €**	***0,00 €***	**-101 763,15 €**	***0,00 €***	**-97 202,97 €**
RESULTAT GLOBAL DE L'EXERCICE		**0,00 €**		**10 663,46 €**		**-37 658,24 €**
RESULTAT GLOBAL ANTERIEUR REPORTE		**0,00 €**		**0,00 €**		**10 663,46 €**
RESULTAT GLOBAL CUMULE		**0,00 €**		**10 663,46 €**		**-26 994,78 €**
RESTE A RECOUVRER		*0,00 €*		*0,00 €*		*0,00 €*
RESTE A REALISER		*0,00 €*		*0,00 €*		*0,00 €*
SOLDE DES RESTES A REALISER		*0,00 €*		*0,00 €*		*0,00 €*

4 - Orientations budgétaires 2024 et pour les deux prochaines années

4.1. Les priorités au service des Ternois

4.1.1 Enfance, petite enfance et jeunesse

L'espace « Au Fil de l'Eau » renseigne les Ternois, les accompagne dans leurs démarches, oriente et accompagne le public vers les acteurs et partenaires du territoire (accueil physique et téléphonique, recueil et suivi des demandes, partage des informations, documents, échanges avec les partenaires, système d'adhésion).

Ce service développe un ensemble d'actions déterminé dans le **Projet social** du Centre social afin d'accompagner les Ternois et de conforter le lien social. Un service cohésion sociale a également été créé.

Ce service permet aussi de construire un réseau partenarial de l'action sociale du territoire.

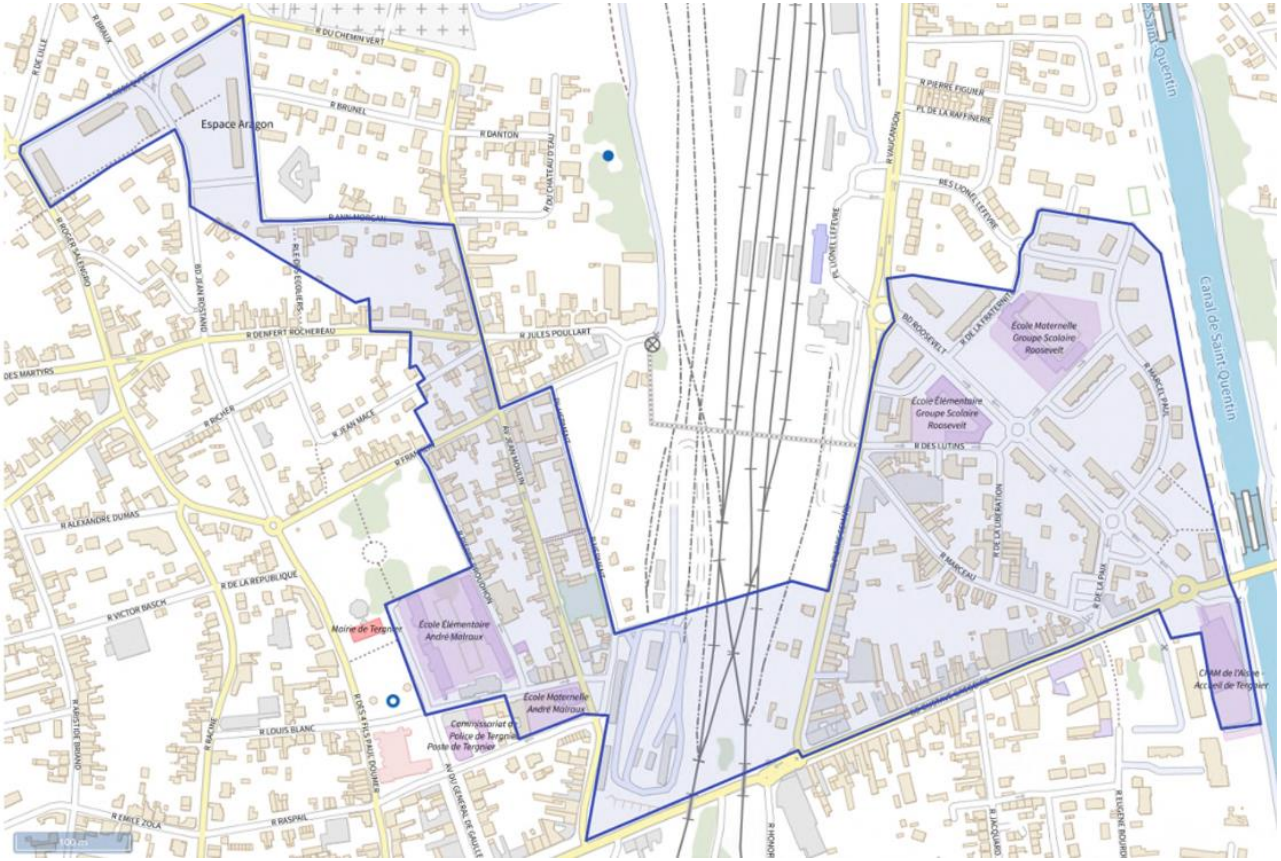
- Le soutien et l'accompagnement des jeunes **:** Afin d'accompagner les jeunes dans leur éducation, leurs initiatives et leurs projets, la Ville organise des animations quotidiennes, des accueils de loisirs, de l'accueil jeunes, des accueils périscolaires et des séjours. S'ajoute un Point Information Jeunesse qui les renseigne sur la scolarité, les formations, le logement, les loisirs, les prestations de service et les dispositifs. Il est à noter en 2023 une importante augmentation des effectifs : hausse de 11 % par rapport à l'année 2022 pour les ternois (288 en 2022) et une hausse de 8 % par rapport à 2022 pour les extérieurs (69 en 2022).

  La Ville les sensibilise aux risques de certaines conduites, de certaines pratiques (Aides aux devoirs, accompagnement à la scolarité, Contrat Local Accompagnement à la Scolarité et présence éducative sur internet avec le Promeneur du net). Elle valorise les initiatives des jeunes (départ en séjour, engagement citoyen, implication bénévole, Cap Jeune, service civique, formation BAFA).

- Soutien à la citoyenneté : Afin de s'épanouir ensemble et œuvrer avec et pour les autres, le Centre social favorise l'épanouissement et l'autonomie des habitants de toutes générations afin de permettre « de se réaliser » à travers des projets et actions collectives favorisant la prise de confiance en soi.

  Il encourage l'appréhension et le partage des notions de citoyenneté, de « mieux vivre » afin de susciter la réflexion des habitants sur les valeurs de la république à travers les actions promouvant le vivre ensemble et également en donnant les moyens aux habitants de comprendre le monde et la société d'aujourd'hui, d'acquérir un libre arbitre, un esprit critique et constructif. Il éveille à la citoyenneté via la Conseil municipal des jeunes.

- Participation des habitants : Le Centre social œuvre également pour susciter les initiatives des habitants et notamment celles qui répondent aux besoins de la population et du territoire afin de s'appuyer sur les activités existantes, d'accompagner les prises d'initiatives et de valoriser les projets d'habitants existants (expositions, témoignages, échanges, débat, communication, etc.).



La gouvernance du centre social favorise l'implication des adhérents dans les instances de consultation, de concertation et de décision liées à ses activités. (Conseil d'usagers, groupes de travail, etc.).

En accord avec la préfecture, le Conseil citoyen du QPV Roosevelt-Rébéquet est inclus au sein du conseil d'usagers de l'espace « Au fil de l'eau ».

En 2024, les contours de la géographie prioritaire de la Ville de Tergnier ont été redéfinis dans le cadre de l'élaboration du contrat de ville Chauny – Tergnier – La Fère 2024-2030.

Ce dernier va être étendu avec l'intégration dans le périmètre des écoles maternelle et élémentaire Malraux, ainsi que de l'Espace « Au fil de l'eau ».

Désormais, notre commune comporte un quartier prioritaire (Roosevelt-Rébéquet).

Le nouveau Quartier prioritaire « Roosevelt-Rébéquet » (en bleu)

- <u>L'accompagnement des parents et de leurs jeunes enfants</u> : L'espace « Au fil de l'eau » propose différents modes de garde afin de répondre aux demandes de la vie quotidienne : emploi, médical, pause parentale, socialisation de l'enfant (multi-accueil 30 places, accueil périscolaire et extrascolaire). Le multi-accueil répond à un fort besoin des territoires. Ses effectifs ont crû en 2023.

  Le centre accueille les parents et leurs enfants dans différents espaces afin de les sensibiliser au vivre ensemble (Lieu d'Accueil Enfants Parents, les ateliers parents enfants). Il organise également des séances de coaching parental.

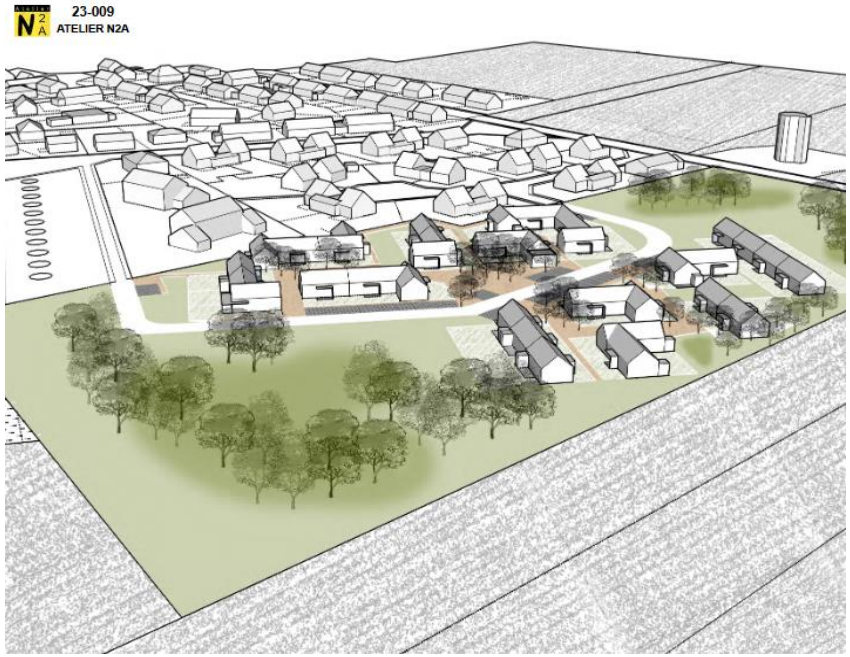
4.1.2 Santé, solidarité

Pour nos aînés

« Maintenir le lien avec nos aînés (Aide à domicile, portage de repas, transport accompagné), offrir des moments de convivialité. Construction du village sénior. Lutter contre la désertification médicale. »

Village sénior : Le site a été identifié Chemin de Travecy. Le site sera aménagé en partenariat avec l'OPAL 02. Prévu sur un terrain d'une emprise de 28 000 m², le site présente de très nombreux avantages : Cadre verdoyant et intimiste, présence de services à proximité (Mairie de Fargniers, commerces de proximité, marché place L'Hérondelle), possibilité de faire des économies sur la partie voirie.

La maitrise d'œuvre a été désignée par l'OPAL 02 – conjointement avec la Ville et travaille sur l'élaboration du projet (voir ESQ). La livraison est prévue début 2026. Le projet comporte 35 logements sénior (T2 et T3).



- CCAS : Il propose aux retraités, personnes dépendantes, avec un handicap ou en immobilisation temporaire, différents services à domicile : repas, transport accompagné, aide au ménage et aide à la personne. Objectif : garder un maximum d'autonomie à la maison ou en sortie d'hospitalisation.
- Résidence Ambroise Croizat : Implantée au milieu d'un espace vert totalement clôturé, cette résidence a pour but d'offrir aux personnes valides préretraitées ou retraitées, un logement assurant une indépendance de vie équivalente à celle de leur domicile personnel tout en étant entourées de services. L'encadrement est non-médicalisé. Il s'agit de proposer un lieu de vie et d'échanges, un système de restauration et des chambres d'hôtes.

Pour la santé

- Offre de santé : Dans le but d'inciter de futurs praticiens à s'installer dans la commune et pour palier à la désertification médicale, une bourse a été mise en place pour accompagner l'arrivée d'étudiants en médecine de 8ème et 9ème année. Cette bourse sera d'un montant de 300€ par mois et par étudiant. Un étudiant de 9e année est d'ores et déjà bénéficiaire de cette bourse.

Pour la sécurité des populations

« Travaux d'extension et de réhabilitation complète du centre de secours, rue Hoche à Tergnier. Développement de la vidéoprotection et sécurisation du parc Sellier. »

- Caserne de Tergnier : Cette opération va nécessiter une extension des lieux, la réhabilitation intérieure des locaux, la création d'une aire de lavage, de 20 places de stationnement, la dépose et la démolition des bungalows et de la plateforme.

La Ville de Tergnier a accepté de porter, pour le compte du SDIS, la maîtrise d'ouvrage de l'opération d'extension du centre de secours de Tergnier. Participent au financement de ce projet : l'Etat par le moyen de la DETR, le SDIS et la commune de Tergnier à hauteur du reste à charge soit 20% maximum du coût de l'opération.

Ces 20% font l'objet d'un remboursement à la commune par le SDIS par une réfaction de la contribution de la commune au budget du SDIS étalée sur 10 ans, via l'attribution de compensation versée par la Communauté d'agglomération.

Le chantier se déroulera en 2 phases. La 1ere phase commencera au 2nd semestre 2024 par la création de la base vie, pour permettre rapidement aux pompiers de disposer d'un lieu de repos décent.

Le chantier s'achèvera au 31 décembre 2025.

Tranquillité publique : Pour protéger les équipements du parc Sellier, il a été procédé courant 2023 à la mise en place d'un système de vidéoprotection. La réalisation de portails et clôture pour la fermeture physique de ce lieu sera achevée début 2024.

Parallèlement, la Ville renforcera son action en matière de tranquillité publique notamment via le CLSPD récemment relancé.

4.1.3 Sport, culture et vie associative

Pour l'accès à la Culture, le soutien à la Vie associative et le patrimoine vivant

« Créer une Maison des associations. Implantation d'une micro-folie fixe à la Médiathèque. Acquérir le 7 bis avenue du Général Leclerc pour créer une maison témoin cheminote. »

Le Centre culturel maintiendra son projet de rayonnement régional avec un volet clown. Une résidence longue de la compagnie de clowns Les Vagabondes suit son cours. La Médiathèque verra une micro-folie fixe s'implanter en son sein pour **un cout de 25 000,00 € HT, dont 20 000,00 € de subvention de l'Etat.**

- Maison des associations : Axe majeur du programme municipal, elle permettra de dynamiser encore plus la vie associative ternoise en instaurant des partenariats entre les différentes associations. Elle est aménagée dans l'ancien Centre social. L'année 2022-2023 a été dédiée aux études, au marché de maîtrise d'œuvre, à la consultation des entreprises de travaux et aux recherches de subventions.

  Cette Maison des associations comprend 1 grande salle de réunion complètement équipée et des bureaux qui seront partagés et occupés à la demande. Le montant du projet est de **417 367,00 € TTC, dont 248 923,00 € de subventions accordées et 68 466,00 € de FCTVA.** Le projet sera livré au premier trimestre 2024.

Réhabilitation de l'Eglise de Fargniers : La Ville de Tergnier est propriétaire de l'église paroissiale de la Très Sainte Vierge de Fargniers sise 180 avenue Jean Jaurès. L'église de 1687 - détruite durant la Première Guerre mondiale - fût reconstruite (église actuelle) par l'entrepreneur Ferré, sur les plans de l'architecte Pierre Guidetti, dans le style Art Déco.

L'état de la façade et notamment des bétons nécessite de lourds travaux de restauration et de sécurisation, il est envisagé sa restauration progressive courant 2024, pour un montant de **245 150,00 € ht dont 49 030,00 € de subvention accordée.** Le recours au mécénat sera également mis en œuvre. Dès l'année 2023, des échanges avec la DRAC ont permis d'étudier le classement MH de l'édifice.

Pour le sport

« Rénovation et développement de nos équipements sportifs. Mise à disposition de ces derniers lors des activités scolaires. Mise en œuvre de la démarche Terre de jeux 2024 et Ville active et sportive. Accueil de délégations olympiques. »

La ville continuera de soutenir la pratique de toutes les disciplines et le développement de l'ensemble des clubs présents sur le territoire en leur mettant à disposition des équipements de qualité nécessaires à leur pratique. La majorité des associations sportives répond toujours favorablement chaque fois que la ville les sollicite dans les actions qu'elle met en œuvre. L'année 2024 sera à nouveau très fournie en compétitions et évènements sportifs.

Dans le cadre de Terre de Jeux 2024, la Ville accueillera 2 délégations olympiques au Dojo départemental (Cuba et Algérie).

Organisation des JO 2024 : Afin d'accueillir les délégations olympiques dans les meilleures conditions, et de faire vivre les jeux olympiques dans toute la Ville, de nombreux investissements vont être réalisés et notamment la réfection du tapis d'enrobés du rond-point du Dojo, la mise en place de mobilier urbain à l'effigie des Jeux olympiques et des sports pratiqués, un fleurissement aux couleurs des nations accueillies.

Le service des sports - récemment créé - permettra de travailler encore plus étroitement avec les associations sportives, de gérer de manière plus efficace les équipements sportifs, de développer et conduire des évènements et actions d'envergure dans la perspective des JO. Associé au service fêtes, il s'agira en 2024 de proposer des animations d'envergure.

Ville active et sportive : En 2017, le CNVAS crée le label Ville active et sportive qui récompense et valorise les villes qui portent des initiatives, des actions, des politiques sportives cohérentes et la promotion des activités physiques accessibles au plus grand nombre, tout au long de la vie. La Ville de Tergnier a candidaté et obtenu la labellisation deux lauriers pour sa première candidature.

Complexe Lentin : La ville de Tergnier projette de réhabiliter progressivement le complexe sportif Charles Lentin, rue de l'Yser à Tergnier pour poursuivre son impulsion engagée depuis le début du mandat et offrir aux différents clubs sportifs un lieu de rencontre et d'échange.

Ces travaux consistent à la réhabilitation de la maison du gardien, en prévoyant notamment la reprise des maçonneries, le remplacement des huisseries, la reprise de l'électricité, la plomberie, une ITE, la reprise de la couverture, assainissement et peinture pour un coût estimé à 100 000 €.

Entretien des équipements : Il est prévu le nettoyage de la piste d'athlétisme du complexe sportif Leo Lagrange, la reprise de la toiture du tennis couvert, le remplacement des filets de football de différents stades

4.1.4 Environnement et développement durable

Pour les générations futures

« Chaque équipement nouveau intégrera les problématiques du développement durable. Nos investissements prendront en compte la dimension environnementale et climatique, et permettront ainsi d'effectuer des économies d'énergie. La municipalité engagera la renaturation de son Cœur de ville. »

L'embellissement urbain et la renaturation se feront au travers de plusieurs programmes réalisés en vue de promouvoir l'esthétique urbaine, et d'améliorer le cadre de vie des citoyens : végétalisation de la ville, création et entretien d'espaces verts, et poursuite du programme de propreté.

La ville poursuivra son effort pour un fleurissement de qualité, notamment dans le cadre des JO 2024 et d'un travail sur l'esthétique des cimetières communaux.

- Eclairage public : La Ville va continuer à moderniser son éclairage public en procédant au remplacement des lampes à sodium par des LEDS (pour un cout estimé de **51 660,00 € ht dont 25 830,00 € de subvention sollicitée**). Le tout avec le concours financier du **Fonds vert**. 500 luminaires ont été changés en 2023.

- Réduire les consommations énergétiques de la Ville : La Ville poursuivra son programme de remplacement de chaudières de ses bâtiments afin d'améliorer leur performance énergétique. Est notamment prévu le changement de la chaudière de l'école Pasteur, de l'école Camus, ainsi que de l'Odyssée pour un montant total estimé de **222 749,77 € ht dont 165 200,06 € de subvention sollicitée**. Depuis 2020, 11 chaudières ont été changées.

- Plan de rénovation des logements de la collectivité affectés à la location dans le but non seulement d'entretenir notre patrimoine mais également de le rendre conforme aux exigences de la performance énergétique. Tout en favorisant l'accession au logement.

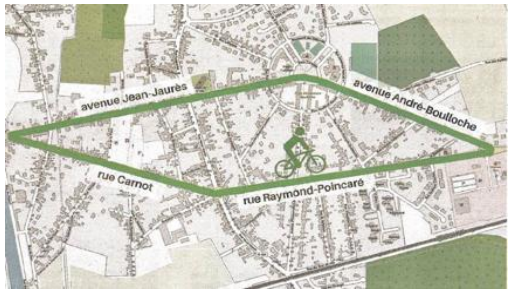
- Camping de La Frette ** : L'installation de 5 mobil-homes acquis courant 2023 est prévue cette année pour permettre leur exploitation commerciale lors de la saison touristique 2024. Ces derniers serviront également à l'accueil des délégations olympiques reçues par la Ville.

- Ferme pédagogique : Le corps de ferme principal est divisé en deux parties : une partie logement au centre du bâtiment, et de part et d'autre deux espaces dédiés à l'accueil des animaux. Le tout est couvert par une toiture commune en ardoise fibrociment fortement dégradée. Dans ce contexte, il est prévu une première phase de travaux pour la sauvegarde de l'édifice.

- 1 naissance – 1 arbre : Dans le cadre de sa politique de renaturation, la collectivité procédera à la plantation d'un arbre pour chaque naissance au cours de l'année (soit environ 100 arbres / an).

Plan de façade de la Ferme pédagogique

4.1.5 Cadre de vie et mobilités

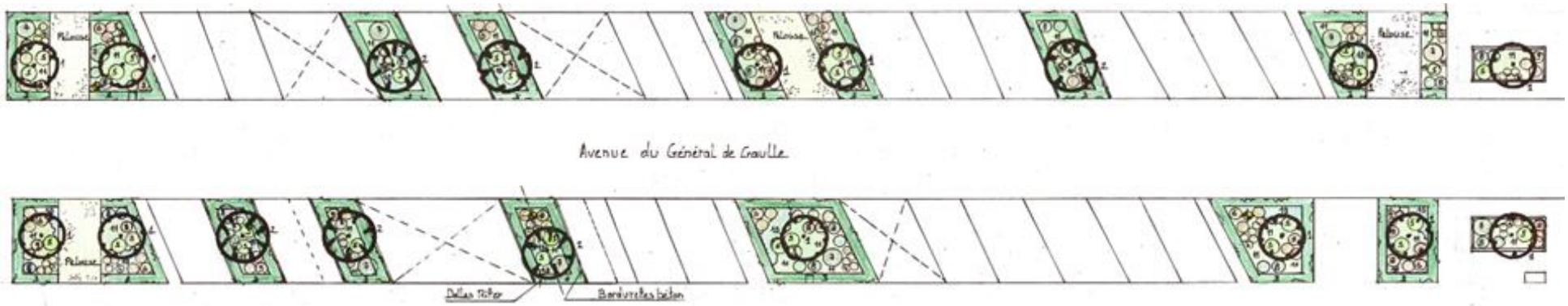


Pour le cadre de vie

« Pour le développement urbain, offrir aux habitants des conditions d'une ville apaisée avec une amélioration et un entretien régulier de l'éclairage public, de la voirie, ainsi que le remplacement de mobilier urbain. Adapter la Ville au changement climatique. »

La continuité urbaine sera renforcée en 2024 par divers aménagements tels que la renaturation de l'avenue du Général de Gaulle, la poursuite des reprises de voiries dégradées, les interventions sur le patrimoine bâti et non bâti.

- Renaturation de l'avenue du Général de Gaulle : Autrefois arborée, l'avenue du Général de Gaulle a vu ses arbres progressivement être abattus et ce, pour des raisons sanitaires et sécuritaires. Dans un contexte d'adaptation au changement climatique, il est prévu une végétalisation et une renaturation de cette voie en cœur de ville. Le projet consistera en la plantation de 16 arbres, la démolition de surfaces minérales pour 90 m² et la création d'une surface totale végétalisée de 320 m². Le tout avec le concours financier de la Région Hauts-de France.



- Avenue d'Estournelles de Constant : L'année 2024 sera marquée par le commencement des travaux de restructuration de l'avenue d'Estournelles de Constant, dans la perspective de concilier les intérêts des riverains, des usagers de cette voie et la nécessité de préserver un cadre verdoyant adapté au changement climatique.

- Rue Paul Hauriez : Le tapis d'enrobé de la rue Paul Hauriez sera repris, notamment pour permettre un meilleur accès au Gymnase LENTIN. Le tout permettant d'anticiper son développement futur.

Pour le logement et l'attractivité du territoire

« ZAC du Bois des Moines. Action visant à l'amélioration de la qualité globale des logements de la commune. Amélioration de l'habitat, en partenariat avec la Communauté d'agglomération. Redynamisation patrimoniale. Mise en œuvre de l'ORT, des labellisations Petite ville de demain (Etat) et revitalisation Centre-ville et Centre-bourg (Région) »

- Opération de restauration immobilière (ORI) : Dans le cadre de la politique d'amélioration de l'habitat ancien, une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat en Renouvellement Urbain (OPAH-RU) est mise en œuvre, sur 30 quartiers de l'Agglomération. A l'intérieur des quartiers OPAH-RU, des travaux spécifiques de restauration, ou nécessitant des procédures de type arrêtés de péril, d'insalubrité ou de non-décence, sont également prévus.

  L'ORI pour plusieurs biens immobiliers du bas de l'avenue Jean Moulin s'est achevée fin 2023. L'année 2024 sera consacré à la déclaration d'utilité publique et le lancement opérationnelle de l'ORI.

- Attractivité résidentielle et urbaine : En 2017, la ville a baissé le prix de vente de ses terrains à bâtir de 5 € (30 € ttc en non viabilisés et 35 € ttc en viabilisés), pour renforcer son attractivité. Cette révision a conduit à une forte croissance des ventes de terrains.

  Créee en 2018, la ZAC du Bois des Moines conduira à la commercialisation de plus de 50 parcelles. La phase 1 a été livrée courant juin 2022 (13 lots libres). Les premières maisons sortent de terre. L'OPAL travaille sur le projet de béguinage.

ESQ - Projet de Béguinage ©Egg Architecture

- Opération restauration de façade obligatoire (ORFO) : Depuis plusieurs années, la Ville de Tergnier travaille à la redynamisation de son cœur de ville. Notamment sur le Boulevard Gambetta, l'avenue Jean Moulin et la rue Pierre Sémard. Adopté courant 2023, l'ORFO va rentrer en phase opérationnelle cette année.

- Permis de louer : Ce dernier sera étendu sur de nouveaux secteurs de la Ville, conformément aux engagements de la majorité municipale. Notamment sur le secteur de Quessy-Cité.

- Redynamisation commerciale : Dans le cadre de sa politique de redynamisation commerciale, la Ville a préempté le local sis 13 avenue Jean Moulin. Ce dernier a fait l'objet de travaux de mise en accessibilité et de rénovation de sa façade.

  Parallèlement, la Ville va créer une pépinière du commerce dans une cellule privative vacante via un bail 3/6/9. L'ensemble immobilier serait loué par la Ville, divisé en 3 cellules commerciales elles-mêmes sous-louées à des porteurs de projets désirant lancer leur activité.

4.1.6 Démocratie participative et communication

Pour la démocratie participative et l'information des ternois

« Donner la possibilité à tous de s'exprimer sur les enjeux du quotidien. Permettre des échanges directs entre la population et élus. Améliorer la communication municipale. »

- Conseil Municipal des Jeunes : Par délibération du 29 juin 2021, la Ville de Tergnier a instauré un Conseil Municipal des Jeunes afin d'impliquer davantage les jeunes ternois dans les politiques jeunesse. Cette institution permet aux jeunes de la ville de s'exprimer, d'émettre des avis, d'être écoutés, de faire des propositions et de mettre en œuvre ces propositions. Le 30 janvier 2024, l'élection des conseillers jeunes a été organisée dans les écoles ternoises à l'issue d'une véritable campagne électorale.

Magazine municipal : Véritable entrée de ville, le magazine municipal de la Ville va faire l'objet d'une refonte totale pour une communication plus moderne et plus fluide des projets municipaux.

Devenir de la Passerelle : La Passerelle relie les rues Herment et Pierre Sémard, ouvrant sur le Quartier Roosevelt, quartier prioritaire de la politique de la Ville. Par décision du 1er mars 2023, SNCF Réseau a été reconnu propriétaire de la Passerelle SNCF de la Gare de Tergnier et prévoit sa démolition.

La Ville consciente de l'intérêt de la passerelle pour ses usagers, souhaiterait connaître les alternatives à ce projet de démolition. Pour cela la Ville a besoin de déterminer les scénarios possibles et leur coût, notamment en lançant une étude de faisabilité pour un **cout de 53 451,75 € ht.** Une fois l'étude restituée, la population sera sondée pour le devenir de l'ouvrage, conformément aux engagements de la majorité.

4.2. Des perspectives budgétaires solides

4.2.1 Les recettes prévisionnelles d'investissement

Les recettes proviennent :

- du montant des restes à recouvrer de 477 500,00 € de l'exercice 2023.
- de la reprise du résultat : il est rappelé que l'instruction comptable M14 prévoit que les résultats d'un exercice soient affectés après leur constatation qui a lieu lors du vote du compte administratif. En 2023, **le résultat d'investissement cumulé** s'élève à **535 413,14 €**.
- d'une part du résultat de fonctionnement cumulé de 2 759 458,61 € en 2023 (hors écritures de l'ex-service des eaux) dont **le montant affecté en réserve réglementaire** (1068) sera de **1 000 000,00 €**.

Lorsque le CA a pu être approuvé avant le vote du BP (après production du compte de gestion), les résultats de l'exercice antérieur doivent être repris dans ce BP. Mais pour des raisons techniques, le compte de gestion et par conséquent le CA peuvent rarement être produits avant la date limite de vote du BP, l'instruction comptable permet de reporter au budget de manière anticipée les résultats de l'exercice antérieur.

Les autres recettes proviennent essentiellement :

- du Fonds de compensation de la TVA (estimé à 350 000,00 € en 2024 sur la base des dépenses d'investissement réalisées en 2023),
- des subventions (DETR, API, DSIL, Fonds Vert, CV-CB, APV, CAF, etc.) et des fonds de concours de la Communauté d'Agglomération. Seront inscrites au budget primitif 2024, les subventions ayant fait l'objet d'une notification ou d'une sollicitation,
- des produits de la taxe d'aménagement,
- du produit des amendes de police (année n-1),
- du produit des cessions d'immobilisations,
- du remboursement par le budget ZAC-Lotissement des avances versées suite à la vente des terrains à bâtir de la phase 1.

A ces recettes s'ajoutera l'autofinancement ou épargne qui sera dégagé sur le fonctionnement courant (excédent des recettes par rapport aux dépenses de fonctionnement) et permet de limiter le recours à l'emprunt ; au budget primitif 2024, virement de la section de fonctionnement de 1 400 000,00 €.

Il est à noter que la part des excédents concernant l'ex-service des eaux s'élève au 31 décembre 2023 à 197 349,32 € en fonctionnement.

RECETTES D'INVESTISSEMENT	RAR 2023	PROJET 2024
Résultat reporté		**535 413,14**
Recettes - Restes à Réaliser	**477 500,00**	
Réserve réglementaire		**1 000 000,00**
FCTVA		350 000,00
Taxe d'aménagement		5 000,00
Amendes de police		30 000,00
Cautions		5 086,86
Subventions accordées		922 700,00
Subventions sollicitées		342 300,00
Remboursement des avances du budget ZAC-Lotissement		417 700,00
Ventes - Immeubles		175 000,00
Opérations d'ordre		739 300,00
Virement de la section de fonctionnement		1 400 000,00
TOTAL	**477 500,00**	**5 922 500,00**

4.2.2 Les autorisations de programme 2024

AUTORISATIONS DE PROGRAMMES	MONTANT AP VOTE	MONTANT AP AJUSTE	REPARTITION PREVISIONNELLE DES CREDITS DE PAIEMENT			RESSOURCES				
			CA ANTER	CP2024	CP2025 et suivants		TOTAL	ANTERIEURS	CP2024	CP2025 et suivants
2021/01 Extension et réhabilitation du centre de secours	1 840 000,00 €	1 840 000,00 €	73 304,45 €	1 218 300,00 €	548 395,55 €	SUBVENTIONS	999 661,60 €		812 000,00 €	187 661,60 €
						EMPRUNTS	**0,00 €**			
						FCTVA&AUTOFINANCEMENT	840 338,40 €	73 304,45 €	406 300,00 €	360 733,95 €
2023/01 Maison des Associations	470 000,00 €	436 800,00 €	269 736,36 €	167 063,64 €		SUBVENTIONS	268 527,63 €	102 527,63 €	166 000,00 €	
						EMPRUNTS	**0,00 €**			
						FCTVA&AUTOFINANCEMENT	168 272,37 €	167 208,73 €	1 063,64 €	0,00 €
2023-02 Cimetière de Quessy	435 000,00 €	527 500,00 €		452 500,00 €	75 000,00 €	SUBVENTIONS	62 900,00 €		62 900,00 €	
						EMPRUNTS	**0,00 €**			
						FCTVA&AUTOFINANCEMENT	464 600,00 €	0,00 €	389 600,00 €	75 000,00 €
2023/03 Eglise de Fargniers	297 000,00 €	297 000,00 €		82 400,00 €	214 600,00 €	SUBVENTIONS	171 605,00 €		43 000,00 €	128 605,00 €
						EMPRUNTS	**0,00 €**			
						FCTVA&AUTOFINANCEMENT	125 395,00 €	0,00 €	39 400,00 €	85 995,00 €
2023/04 Rue Pasteur	360 000,00 €	405 000,00 €		97 820,00 €	307 180,00 €	SUBVENTIONS	0,00 €			
						EMPRUNTS	**0,00 €**			
						FCTVA&AUTOFINANCEMENT	405 000,00 €	0,00 €	97 820,00 €	307 180,00 €
2023/05 Avenue d'Estournelles de Constant	670 000,00 €	767 000,00 €		446 390,00 €	320 610,00 €	SUBVENTIONS	0,00 €			
						EMPRUNTS	**0,00 €**			
						FCTVA&AUTOFINANCEMENT	767 000,00 €	0,00 €	446 390,00 €	320 610,00 €
	4 072 000,00 €	4 273 300,00 €	343 040,81 €	2 464 473,64 €	1 465 785,55 €		4 273 300,00 €	343 040,81 €	2 464 473,64 €	1 465 785,55 €
			4 273 300,00 €					**4 273 300,00 €**		

Les opérations d'investissement étant gérées en autorisations de programme et en crédits de paiement, ce mode de présentation permet une prévision plus réaliste des crédits à ouvrir et une amélioration de la qualité de prévision des dépenses d'investissement. Pour chacune des autorisations de programme dans le cadre du budget annuel sont inscrits les crédits de paiement qui devraient être consommés dans l'année.

ZAC-LOTISSEMENT Autorisation d'engagement

AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS	MONTANT AP VOTE	MONTANT AP AJUSTE	REPARTITION PREVISIONNELLE DES CREDITS DE PAIEMENT			RESSOURCES				
			CA ANTER	CP2024	CP2025 et suivants		TOTAL	ANTERIEURS	CP2024	CP2025 et suivants
2020/01 Lotissement ZAC-Bois des moines	3 268 000,00 €	3 268 000,00 €	1 144 290,04 €	0,00 €	2 123 709,96 €	SUBVENTIONS	88 551,56 €	88 551,56 €		
						Divers	4 650,00 €	4 650,00 €		
						VENTES Terrains Ph 1	223 454,17 €	119 554,17 €	103 900,00 €	
						VILLE Cplt prix Ph 1	570 354,88 €	256 674,58 €	313 680,30 €	
						VILLE Avance Ph 2-3	2 380 989,39 €	674 859,73 €	-417 580,30 €	2 123 709,96 €
	3 268 000,00 €	3 268 000,00 €	1 144 290,04 €	0,00 €	2 123 709,96 €		3 268 000,00 €	1 144 290,04 €	0,00 €	2 123 709,96 €
			3 268 000,00 €					**3 268 000,00 €**		

4.2.3 Les engagements pluriannuels

La ville a signé le 30 juin 2016 une convention ayant pour objet les modalités de versement du financement pour le déploiement du réseau d'initiative publique à très haut débit de l'Aisne sur son territoire. La durée de cette convention est de 30 ans, pendant une durée de 20 ans la commune paiera chaque année un fonds de concours de 9 € par an et par habitant et une contribution budgétaire de 2 € par an et par habitant. Par avenant n°1 et à compter de 2024, l'USEDA modifie les conditions de financement comme suit : un fonds de concours de 5 € par an et par habitant et une contribution budgétaire de 6 € par an et par habitant.

Le montant du financement versé par la commune se décompose comme suit :

Déplacement du réseau d'initiative publique à très haut débit							
	Année 2021	Année 2022	Année 2023	**Année 2024**	Année 2025		Année 2036
Nombre d'habitants (fixe à 13,938 habitants)	**13 938**	**13 938**	**13 938**	**13 938**	**13 938**		**13 938**
Fonds de concours	9,00 €	9,00 €	9,00 €	**5,00 €**	5,00 €		5,00 €
Contributions	2,00 €	2,00 €	2,00 €	**6,00 €**	6,00 €		6,00 €
Annuité	Année 2021	Année 2022	Année 2023	**Année 2024**	Année 2025		Année 2036
Investissement - fonds de concours	125 442,00 €	125 442,00 €	125 442,00 €	**69 690,00 €**	69 690,00 €		69 690,00 €
Fonctionnement -contribution	27 876,00 €	27 876,00 €	27 876,00 €	**83 628,00 €**	83 628,00 €		83 628,00 €
Total annuel	153 318,00 €	153 318,00 €	153 318,00 €	**153 318,00 €**	153 318,00 €		153 318,00 €

4.3. Une politique d'investissement pluriannuel

OPERATIONS	2024	2025	2026 et s.
Autorisations de Programmes			
Maison des associations	167 063		
Extension du Cimetière de Quessy	452 500	75 000	
Extension et réhabilitation du Centre de secours	1 218 300	548 395	
Réhabilitation de l'église de Fargniers	82 400	214 600	
Rue Pasteur	97 820	307 180	
Avenue d'Estournelles de Constant	446 390	320 610	

Village Senior – Phase ESQ

Autres programmes			
Espaces verts – Acquisition de matériel	60 000		
Informatique – Acquisition de matériel	128 700		
Ecole Camus – Changement de chaudière	63 000		
Ecole Camus – Changement de volets roulants	17 000		
Ecole – Changement de chaudière	124 000		
Ecole Pasteur – Changement des portes d'entrée	19 800		
Ecole maternelle Roosevelt – Changement de fenêtres	25 000		
USEDA Fibre haut débit - Contribution annuelle	69 690	69 690	69 690
Investissements JO 2024	100 000		
Pont de Fargniers Bd Grégoire Garde-corps	8 000		240 000
Ancienne Cidrerie - Etude	25 000		
Ancienne Cidrerie - Travaux			
Ferme pédagogique – Maitrise d'oeuvre	40 000		
Ferme pédagogique – Travaux logement du gardien	235 000		
Cimetière de Tergnier - Columbarium	15 000		
Centre social – Acquisition d'une pergola	17 000		
Odyssée – Réhabilitation du RDC	46 900		
Odyssée – Mise en accessibilité de la rampe d'accès	36 500		
Odyssée - Changement de chaudière	80 000		
Complexe Lentin - Réhabilitation de la Maison du gardien	100 000		
Acquisition de Mobil-homes + équipement	30 000		
Création d'une pépinière du commerce	5 000		
Acquisition du 7 bis Avenue du Général Leclerc	5 950		
Centre culturel – Flocage coupe-feu	60 000		
Eclairage public – Changement ampoule LED + armoires	263 000	140 000	

Extension du centre de secours – Phase PRO

Ferme pédagogique – Le corps de ferme principal